

Rapport du deuxième trimestre 2004

Je suis heureux de vous présenter le Rapport aux actionnaires de BMO Groupe financier pour le deuxième trimestre de 2004.

Tony Comper

Tony Comper
Président et chef de la direction
le 26 mai 2004

Faits saillants

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

Pour les six mois terminés le

	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	Variation par rapport au 30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	Variation par rapport au 30 avril 2003
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 437 \$	2 363 \$	2 369 \$	2 307 \$	2 164 \$	12,6 %	4 800 \$	4 443 \$	8,0 %
Revenu total (bic) a)	2 476	2 401	2 411	2 334	2 208	12,1	4 877	4 526	7,7
Provision pour créances irrécouvrables	5	15	95	90	120	(95,8)	20	270	(92,6)
Frais autres que d'intérêts	1 565	1 561	1 545	1 485	1 484	5,4	3 126	3 057	2,2
Revenu net	602	532	513	504	409	46,9	1 134	808	40,3
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)									
Résultat dilué par action	1,12 \$	1,00 \$	0,97 \$	0,95 \$	0,77 \$	0,35 \$	2,12 \$	1,52 \$	0,60 \$
Résultat dilué par action, avant amortissement a)	1,17	1,03	1,00	0,99	0,81	0,36	2,20	1,60	0,60
Dividende déclaré par action	0,40	0,35	0,35	0,33	0,33	0,07	0,75	0,66	0,09
Valeur comptable d'une action	23,82	22,87	22,09	21,92	21,34	2,48	23,82	21,34	2,48
Cours de clôture d'une action	51,90	57,79	49,33	44,65	40,10	11,80	51,90	40,10	11,80
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	26,1	29,0	24,6	22,2	19,9	6,2	26,1	19,9	6,2

Au

	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	Variation par rapport au 30 avril 2003
Points saillants du bilan						
Actif	273 056 \$	265 394 \$	256 494 \$	257 685 \$	257 928 \$	5,9 %
Solde net des prêts et acceptations	156 436	149 585	146 156	147 275	150 724	3,8
Dépôts	184 927	178 069	171 551	170 902	165 435	11,8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11 963	11 490	11 036	10 918	10 580	13,1

Pour les trois mois terminés le

Pour les six mois terminés le

	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003		30 avril 2004	30 avril 2003
Principales mesures financières (%) b)								
Rendement total moyen des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	14,8	15,2	12,9	7,3	3,8		14,8	3,8
Croissance du résultat dilué par action	45,5	33,3	29,3	46,2	35,1		39,5	18,8
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	44,4	30,4	26,6	41,4	37,3		37,5	19,4
Rendement des capitaux propres	20,4	18,3	17,9	18,0	15,2		19,4	14,7
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	21,1	19,0	18,5	18,8	15,9		20,1	15,5
Croissance du profit économique net a)	+100	94,9	74,1	+100	+100		+100	67,8
Croissance du revenu	12,6	3,7	4,7	8,9	(1,3)		8,0	1,6
Croissance du revenu (bic) a)	12,1	3,6	5,4	8,9	(0,6)		7,7	2,2
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	64,2	66,1	65,2	64,4	68,6		65,1	68,8
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) a)	63,2	65,0	64,0	63,7	67,2		64,1	67,5
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement (bic) a)	62,2	63,9	63,1	62,6	66,0		63,0	66,3
Provision (annualisée) pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	0,01	0,04	0,25	0,24	0,32		0,03	0,36
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	9,04	11,03	12,15	12,91	14,88		9,04	14,88
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	29,2	29,1	29,1	28,6	26,3		29,2	26,3
Ratio du capital de première catégorie	9,67	9,65	9,55	9,21	9,10		9,67	9,10
Cote de crédit								
Standard & Poor's	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-		AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3		Aa3	Aa3

Autres ratios financiers (% sauf indication contraire) b)

Rendement total des capitaux propres sur douze mois	33,1	44,1	33,4	30,6	9,8		33,1	9,8
Rendement des actions	3,1	2,4	2,8	3,0	3,3		2,9	3,3
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	12,5	15,4	14,1	13,6	13,5		12,5	13,5
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	2,18	2,53	2,23	2,04	1,88		2,18	1,88
Profit économique net (en millions de dollars) a)	302	238	221	220	140		540	262
Rendement de l'actif moyen	0,88	0,79	0,77	0,74	0,64		0,84	0,63
Marge nette d'intérêts	1,74	1,87	1,85	1,81	1,89		1,80	1,89
Marge nette d'intérêts (bic) a)	1,80	1,92	1,91	1,84	1,96		1,86	1,95
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	51,3	46,8	47,8	47,0	44,2		49,1	45,1
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic) a)	50,5	46,0	47,0	46,5	43,3		48,3	44,3
Croissance des frais autres que d'intérêts	5,4	(0,7)	(3,6)	(0,2)	0,5		2,2	4,0
Ratio du capital total	11,53	11,67	12,09	12,09	12,02		11,53	12,02
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	9,28	9,25	9,17	8,79	8,62		9,28	8,62
Ratio des capitaux propres à l'actif	5,5	5,4	5,5	5,4	5,3		5,5	5,3

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR », à la page 5 pour une explication des résultats avant amortissement, des données présentées sur une base d'imposition comparable (bic) et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des

valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu de PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

Rapport de gestion

Principaux points de comparaison avec les résultats du deuxième trimestre de l'an dernier :

- Revenu net de 602 millions de dollars, en hausse de 47 %.
- Progression des résultats des groupes d'exploitation et amélioration du rendement du portefeuille de prêts favorisant la croissance.
- Résultat par action¹ (RPA) de 1,12 \$, en hausse de 45 %, et RPA avant amortissement² de 1,17 \$, en hausse de 44 %.
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 20,4 %.
- Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 45 millions de dollars et réduction de 40 millions de dollars de la réserve générale pour créances

irrécouvrables, soit une provision pour créances irrécouvrables nette de 5 millions, alors que la provision spécifique s'élevait à 120 millions de dollars un an plus tôt.

- Croissance du revenu² de 12 % et augmentation des frais de 5 %.
- Amélioration du ratio de productivité², qui passe de 67,2 % à 63,2 %, et amélioration de 380 points de base du ratio de productivité avant amortissement², qui s'établit à 62,2 %.
- Excellent ratio du capital de première catégorie, qui passe de 9,10 % à 9,67 %.

1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question de résultat par action (RPA) dans le présent Rapport de gestion, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et de substituer le revenu et les impôts sur les bénéfices sur une base d'imposition comparable (bic) au revenu et aux impôts sur les bénéfices selon les PCGR sont exposés à la page 5 dans la section « Mesures non conformes

aux PCGR », où sont expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Les revenus et les impôts sur les bénéfices sont indiqués dans les états financiers conformément aux PCGR. Sauf en ce qui concerne les états financiers, tous les revenus et impôts sur les bénéfices, ainsi que les mesures qui incluent des revenus ou des impôts sur les bénéfices, qui sont présentés dans le présent Rapport de gestion le sont sur une base d'imposition comparable.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent rapport trimestriel, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal.

Sommaire des résultats

(en millions de dollars, sauf indication contraire et les données par action)

	T2-2004	Augmentation/(Diminution) c. T2-2003		Augmentation/(Diminution) c. T1-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Revenu selon les états financiers	2 437	273	13 %	74	3 %	4 800	357	8 %
Rajustement sur une base d'imposition comparable	39	(5)	(13 %)	1	2 %	77	(6)	(7 %)
Revenu (bic) 1)	2 476	268	12 %	75	3 %	4 877	351	8 %
Provision pour créances irrécouvrables	5	(115)	(96 %)	(10)	(67 %)	20	(250)	(93 %)
Frais autres que d'intérêts	1 565	81	5 %	4	-	3 126	69	2 %
Impôts sur les bénéfices selon les états financiers	250	115	86 %	10	4 %	490	214	78 %
Rajustement sur une base d'imposition comparable	39	(5)	(13 %)	1	2 %	77	(6)	(7 %)
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	289	110	62 %	11	4 %	567	208	58 %
Revenu net	602	193	47 %	70	13 %	1 134	326	40 %
Amortissement d'actifs incorporels (après impôts)	19	(1)	(5 %)	-	-	38	(4)	(9 %)
Revenu net avant amortissement 1)	621	192	45 %	70	13 %	1 172	322	38 %
Résultat dilué par action (en dollars)	1,12	0,35	45 %	0,12	12 %	2,12	0,60	39 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	1,17	0,36	44 %	0,14	14 %	2,20	0,60	38 %
Rendement des capitaux propres	20,4 %		5,2 %		2,1 %	19,4 %		4,7 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement 1)	21,1 %		5,2 %		2,1 %	20,1 %		4,6 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	64,2 %		(4,4 %)		(1,9 %)	65,1 %		(3,7 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1)	63,2 %		(4,0 %)		(1,8 %)	64,1 %		(3,4 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1)	62,2 %		(3,8 %)		(1,7 %)	63,0 %		(3,3 %)
Marge nette d'intérêts	1,74 %		(0,15 %)		(0,13 %)	1,80 %		(0,09 %)
Marge nette d'intérêts (bic) 1)	1,80 %		(0,16 %)		(0,12 %)	1,86 %		(0,09 %)
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :								
Groupe Particuliers et entreprises	211	(6)	(3 %)	(35)	(14 %)	457	19	4 %
Groupe Gestion privée	63	36	+100 %	8	16 %	118	56	92 %
Groupe Services d'investissement	213	47	28 %	1	1 %	425	78	23 %
Groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	115	116	+100 %	96	+100 %	134	173	+100 %
Revenu net – BMO Groupe financier	602	193	47 %	70	13 %	1 134	326	40 %

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir ci-dessus la note 2 et la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5, qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent Rapport de gestion.

Revue des résultats

Le revenu net de BMO Groupe financier pour le deuxième trimestre, terminé le 30 avril 2004, a progressé de 47 % par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente.

Le revenu net s'élève à 602 millions de dollars et le RPA, à 1,12 \$, en hausse respectivement de 193 millions de dollars et de 0,35 \$ par rapport au deuxième trimestre de 2003.

« Notre revenu net trimestriel a encore une fois remarquablement progressé par rapport à l'exercice précédent, a déclaré Tony Comper, président et chef de la direction de BMO Groupe financier, lorsque les résultats ont été rendus publics le 26 mai 2004. Cette progression s'explique par les excellents résultats de tous nos groupes d'exploitation et par le bon rendement soutenu du portefeuille de prêts. »

Le revenu net du groupe Gestion privée a plus que doublé, grâce au redressement des marchés boursiers et aux initiatives de réduction des coûts mises en oeuvre en 2003. Le groupe Services d'investissement a augmenté son revenu net de 28 %. Celui du groupe Particuliers et entreprises est en baisse, mais il aurait progressé de 12 % abstraction faite du rajustement des frais de services de cartes qui est expliqué dans le paragraphe qui suit. Les augmentations mentionnées ci-dessus ont été réalisées en dépit du fait que les avantages découlant de la croissance des volumes de nos secteurs d'activité ont été partiellement neutralisés par le rétrécissement des marges nettes d'intérêt attribuable à un contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt.

Le revenu autre que d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises s'est replié au cours du trimestre à la suite d'un rajustement de 51 millions de dollars (33 millions après impôts) des frais de services de cartes de crédit, rajustement qui a accru le passif comptabilisé en rapport avec notre programme de fidélisation de la clientèle en raison de la hausse des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de ce programme.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net s'élève à 1 134 millions de dollars, soit une augmentation de 326 millions de dollars, ou de 40 %, comparativement à la même période en 2003. Les volumes d'affaires se sont fortement accrus et le revenu net de chaque groupe d'exploitation a sensiblement progressé par rapport à l'an dernier. Les résultats du groupe Gestion privée ont grimpé de 92 % par rapport à la même période en 2003 et le revenu net du groupe Services d'investissement a progressé de 23 %, les deux groupes ayant bénéficié de l'amélioration des conditions des marchés financiers. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises s'est accru de 4 %, mais la hausse atteint 12 % si on exclut l'incidence du rajustement des frais des services de cartes, les avantages de la croissance du volume n'ayant été que partiellement neutralisés par l'incidence du rétrécissement des marges nettes d'intérêts attribuable à un contexte concurrentiel marqué par la faiblesse des taux d'intérêt. L'amélioration du rendement du portefeuille de prêts a également fortement contribué à l'augmentation du revenu net, la provision pour créances irrécouvrables ayant été réduite de 250 millions de dollars (166 millions après impôts) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

« Nous sommes en bonne position pour atteindre toutes nos cibles financières pour l'exercice, a ajouté M. Comper. Nous continuons à bénéficier de la croissance de nos volumes d'affaires, des efforts axés sur l'amélioration de notre productivité et de la qualité supérieure de notre actif. »

Le revenu du deuxième trimestre (sur une base d'imposition comparable – voir la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5) s'est accru de 268 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à l'an dernier et s'est établi à 2 476 millions de dollars, mais il aurait progressé de 335 millions, ou de 15 %, si le taux de change entre les dollars canadien et américain était resté le même que l'an dernier. La progression s'explique par l'augmentation des volumes de tous nos groupes d'exploitation et par une hausse de 93 millions de dollars des gains nets sur titres de placement ce trimestre, alors que ces titres avaient occasionné des pertes nettes de 45 millions de dollars l'an dernier. Ces augmentations ont été partiellement neutralisées par le rajustement de 51 millions de dollars des frais des services de cartes et par l'incidence du rétrécissement des marges nettes d'intérêts, y compris l'effet d'une perte de 44 millions de dollars découlant du dénouement de contrats de couverture liés à des titres de placement qui ont été vendus.

Par rapport au premier trimestre, le revenu s'est accru de 75 millions de dollars, ou de 3 %, grâce à la hausse des commissions de négociation de titres et de prise ferme, à l'augmentation des gains nets sur titres de placement et au renforcement du dollar américain. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par le fait que le deuxième trimestre compte deux jours de moins que le précédent, le rétrécissement des marges nettes d'intérêts et le rajustement des frais des services de cartes. Depuis le début de l'exercice, le revenu a augmenté de 351 millions de dollars, ou de 8 %, grâce à la forte progression des commissions de négociation de titres et de prise ferme et aux gains nets sur titres de placement, alors que ces derniers avaient occasionné des pertes nettes l'an dernier. Les entreprises acquises ont également contribué à la progression. Ces augmentations ont été partiellement neutralisées par le rajustement des frais de services de cartes, la baisse des revenus de titrisation et les effets du rétrécissement des marges et de l'affaiblissement du dollar américain.

Au cours du trimestre, le groupe Services d'investissement a inscrit des gains nets sur titres de placement de 52 millions de dollars résultant principalement de la vente de titres à revenu fixe de son portefeuille de titres non gérés dans le cadre de relations d'affaires. La taille de ce portefeuille est en voie de réduction, conformément à la stratégie du groupe. Les gains ont été en grande partie neutralisés par les frais d'intérêts de 44 millions de dollars liés au dénouement de swaps de taux d'intérêts connexes. De plus, le groupe Services d'entreprise a inscrit des gains nets sur titres de placement de 44 millions de dollars provenant principalement de la vente de titres à revenu fixe. Ces titres appartenaient au portefeuille utilisé pour la gestion du risque de taux d'intérêt aux États-Unis. Leur vente a contribué à atténuer le risque accru lié à la hausse des taux d'intérêt du portefeuille de prêts hypothécaires aux États-Unis découlant de la baisse prévue des remboursements de capital occasionnée par la hausse des taux d'intérêt.

La marge nette d'intérêts (sur une base d'imposition comparable – voir la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5) s'est établie à 1,80 % pour le deuxième trimestre de 2004, soit un recul de 16 points de base comparativement à l'an dernier et de 12 points de base par rapport au premier trimestre. Cependant, abstraction faite de l'incidence ponctuelle de la comptabilisation de frais de 42 millions de dollars liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires au premier trimestre, la marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 6 points de base par rapport au premier trimestre, la marge nette d'intérêts des services aux particuliers et aux entreprises ayant relativement peu changé. Les marges nettes d'intérêts sont présentées en détail dans la section « Revenu » à la page 7.

Les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 1 565 millions de dollars, soit 81 millions de dollars, ou 5 %, de plus que l'an dernier, mais ils auraient augmenté de 124 millions de dollars, ou de 8 %, si le taux de change entre les dollars canadien et américain était resté inchangé. L'augmentation est en grande partie attribuable à la hausse des coûts de la rémunération liée au rendement et à l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises. Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité) s'établit à 63,2 % (sur une base d'imposition comparable – voir la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5) au deuxième trimestre, alors qu'il était de 67,2 % un an plus tôt. Le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 62,2 % (sur une base d'imposition comparable – voir la section « Mesures non conformes aux PCGR »), soit une amélioration de 380 points de base par rapport à l'an dernier. Notre objectif, fixé au début de l'exercice, est d'accroître notre productivité de 150 à 200 points de base en 2004.

La provision spécifique pour créances irrécouvrables se chiffre à 45 millions de dollars pour le trimestre, en baisse par rapport aux 120 millions du deuxième trimestre de 2003. Cette diminution résulte de l'amélioration continue du rendement des portefeuilles de prêts de BMO et de la vente de prêts douteux à un prix supérieur à leur valeur comptable nette. La provision pour créances irrécouvrables nette s'établit à 5 millions de dollars pour le trimestre, résultat de provisions spécifiques de 45 millions de dollars et d'une réduction de 40 millions de la réserve générale. Au premier trimestre, la provision pour créances irrécouvrables nette se chiffrait à 15 millions de dollars, résultat d'une provision spécifique de 55 millions et d'une réduction de 40 millions de la réserve générale. Pour les six premiers mois de l'exercice, la provision pour créances irrécouvrables s'établit à 20 millions de dollars, résultat de provisions spécifiques de 100 millions de dollars et d'une réduction de la réserve générale de 80 millions. Pour les six premiers mois de 2003, les provisions spécifiques s'élevaient à 270 millions de dollars. Aucune modification n'avait été apportée à la réserve générale au cours de cette période. Pour l'exercice 2004, nous maintenons notre prévision d'une provision spécifique pour créances irrécouvrables de 300 millions de dollars ou moins, alors que la cible fixée au début de l'exercice était de 500 millions.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 1 350 000 actions ordinaires de la Banque de Montréal dans le cadre de notre programme de rachat d'actions ordinaires, à un prix moyen de 53,60 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 72,4 millions de dollars.

Cibles pour l'exercice 2004	Résultats au 30 avril 2004
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Croissance du RPA de 10 % à 15 %. ▪ RCP de 16 % à 18 %. ▪ Provision pour créances irrécouvrables de 500 millions de dollars ou moins. <p>Nous estimons toujours que les provisions spécifiques ne dépasseront pas 300 millions de dollars en 2004, tel que nous l'indiquions au trimestre précédent.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %. ▪ Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Croissance de 39,5 % depuis le début de l'exercice. ▪ RCP annualisé de 19,4 %. ▪ Provision de 100 millions de dollars depuis le début de l'exercice, abstraction faite de la réduction de 80 millions de la réserve générale. <p>Ratio de 9,67 %.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Amélioration de 330 points de base depuis le début de l'exercice.

Prévisions concernant les résultats et la conjoncture économique en 2004

Au deuxième semestre de 2003, le revenu net et la productivité de BMO ont été nettement meilleurs qu'au cours de la première moitié de l'année. Le taux de croissance élevé de notre RPA et l'amélioration significative de notre productivité avant amortissement pour le premier semestre de 2004 relativement à nos cibles pour l'exercice 2004 s'expliquent en partie par ces résultats en 2003. Nous maintenons nos prévisions quant à la réalisation de nos objectifs pour l'exercice 2004.

Nous prévoyons maintenant que le PIB réel du Canada croîtra de 2,3 % en 2004, alors que nos prévisions de croissance étaient de 2,8 % au premier trimestre et de 3,1 % à la fin de l'exercice précédent. Par contre, nous prévoyons que le PIB réel des États-Unis croîtra de 4,6 % en 2004, soit un taux égal à celui que nous prévoyions au premier trimestre, mais supérieur à notre estimation de 4,4 % faite à la fin du dernier exercice. La croissance de l'économie canadienne a été ralentie par la hausse considérable de la valeur du dollar canadien au cours des trimestres précédents, même si les taux d'intérêt peu élevés ont fermement soutenu la demande intérieure. Aux États-Unis, les politiques monétaires et fiscales très expansionnistes, l'affaiblissement du dollar américain et la forte croissance de la productivité continuent de stimuler l'économie du pays. Au Canada comme aux États-Unis, le redressement des marchés boursiers continue à favoriser les services d'investissement et de gestion de patrimoine et le faible coût du crédit a fortement stimulé la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts à la consommation. Cependant, la nette progression des profits et des flux monétaires des entreprises, combinée à la progression du financement par capitaux propres a tempéré la demande de prêts aux entreprises. Le resserrement prévu de la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine poussera sans doute les taux d'intérêt nord-américains à la hausse à court terme, mais la politique stable de la Banque du Canada devrait limiter les hausses des taux d'intérêt canadiens à long terme.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et complet a été mis en place au sein de BMO et de ses filiales, aux niveaux de la direction et du Conseil d'administration. Chaque année, le rapport annuel de BMO contient une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière contenue dans le rapport. Lors de la publication de son rapport annuel et d'autres documents d'information continue, le 23 janvier 2004, BMO a déposé, comme l'année précédente, des déclarations certifiant ses résultats, signées par le chef de la direction et le chef des finances, auprès de la SEC des États-Unis. Dans ces déclarations, le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient, comme l'exige la loi Sarbanes Oxley des États-Unis, l'exactitude de l'information financière contenue dans nos documents d'information continue (formule 40-F), ainsi que l'efficacité des contrôles et des méthodes utilisés pour produire cette information. Conformément à la nouvelle législation canadienne sur les valeurs mobilières, le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient aux organismes de réglementation des valeurs mobilières l'exactitude de l'information financière contenue dans les rapports intermédiaires de BMO, y compris le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent Rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse plus détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section « Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière » du Rapport annuel 2003 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter notre site Web pour y obtenir des renseignements financiers trimestriels.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, notre Analyse de la direction et nos États financiers consolidés vérifiés annuels, notre Notice annuelle et notre Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent Rapport de gestion contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs pour l'exercice 2004 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent des hypothèses, des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque de Montréal conseille aux lecteurs du présent rapport trimestriel de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : les activités des marchés financiers internationaux, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, la conjoncture économique et politique dans certains secteurs et dans le monde, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les mesures prises par la direction et les changements technologiques. La Banque tient à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Analyse des résultats financiers

Mesures non conformes aux PCGR

Mesures non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	T2-2004	T1-2004	T2-2003	Cumul 2004	Cumul 2003
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	1 186	1 257	1 207	2 443	2 439
Revenu autre que d'intérêts	1 251	1 106	957	2 357	2 004
Revenu selon les états financiers b)	2 437	2 363	2 164	4 800	4 443
Rajustement sur une base d'imposition comparable (bic) c)	39	38	44	77	83
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	1 225	1 295	1 251	2 520	2 522
Revenu autre que d'intérêts	1 251	1 106	957	2 357	2 004
Revenu (bic) e) 1)	2 476	2 401	2 208	4 877	4 526
Provision pour impôts sur les bénéfices selon les états financiers	250	240	135	490	276
Rajustement sur une base d'imposition comparable	39	38	44	77	83
Provision pour impôts sur les bénéfices (bic) 1)	289	278	179	567	359
Frais autres que d'intérêts f)	1 565	1 561	1 484	3 126	3 057
Amortissement des actifs incorporels	(26)	(26)	(26)	(52)	(56)
Frais avant amortissement g) 1)	1 539	1 535	1 458	3 074	3 001
Revenu net	602	532	409	1 134	808
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	19	19	20	38	42
Revenu net avant amortissement 1)	621	551	429	1 172	850
Dividendes sur actions privilégiées	(20)	(19)	(20)	(39)	(41)
Charge au titre du capital 1)	(299)	(294)	(269)	(593)	(547)
Profit économique net 1)	302	238	140	540	262
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu 2) (%) ((f/b) x 100)	64,2	66,1	68,6	65,1	68,8
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1) 2) (%) ((f/e) x 100)	63,2	65,0	67,2	64,1	67,5
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1) 2) (%) ((g/e) x 100)	62,2	63,9	66,0	63,0	66,3
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a/actif moyen) x 100)	1,74	1,87	1,89	1,80	1,89
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d/actif moyen) x 100)	1,80	1,92	1,96	1,86	1,95
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,12	1,00	0,77	2,12	1,52
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,17	1,03	0,81	2,20	1,60

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.

BMO utilise certaines mesures non conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Les mesures des résultats avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement hors caisse des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le résultat par action avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, par période et entre institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéfices et de la provision pour créances irrécouvrables libellés en dollars américains de BMO au deuxième trimestre et pour le premier semestre de 2004, relativement aux périodes comparables de l'exercice précédent. Par rapport au premier trimestre, le dollar américain s'est raffermi, de sorte que le revenu net et les autres éléments mentionnés ci-dessus ont progressé relativement au premier trimestre. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'impact des fluctuations du taux de change. Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Ces opérations atténuent partiellement l'impact des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre.

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations du taux de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section traitant de la provision pour impôts sur les bénéfices.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	T2-2004		Cumul 2004
	c. T2-2003	c. T1-2004	c. cumul 2003
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
T2-2004	1,3394		
T1-2004	1,3069		
T2-2003	1,4618		
Cumul 2004	1,3230		
Cumul 2003	1,5090		
Revenu augmenté (réduit)	(67)	18	(187)
Frais réduits (augmentés)	43	(12)	133
Provision pour créances irrécouvrables			
réduite (augmentée)	3	(1)	17
Impôts sur les bénéfices réduits (augmentés)	5	(1)	12
Revenu net augmenté (réduit) avant gains sur opérations de couverture	(16)	4	(25)
Gains (pertes) sur opérations de couverture	-	-	2
Revenu net augmenté (réduit)	(16)	4	(23)

Mesures de la valeur des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres (RCP) annualisé se chiffre à 20,4 % pour le trimestre et à 19,4 % pour le semestre, alors que notre cible pour l'exercice est un RCP se situant dans une fourchette de 16 % à 18 %.

Le RPA s'établit à 1,12 \$, soit une progression de 45 % par rapport au deuxième trimestre de 2003. Pour les six premiers mois de l'exercice, le RPA atteint 2,12 \$, soit une hausse de 39 % par rapport à la même période l'an dernier. Pour l'exercice 2004, BMO vise une croissance du RPA de 10 % à 15 %.

Le profit économique net (PEN) se chiffre à 302 millions de dollars (voir la section intitulée « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5), alors qu'il était de 140 millions au deuxième trimestre de 2003. Pour le premier semestre, le PEN s'élève à 540 millions de dollars, alors qu'il était de 262 millions pour les six premiers mois de 2003. Le PEN est le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) investis dans les actions ordinaires de BMO se chiffre à -9,6 % pour le deuxième trimestre, ayant cédé une partie du rendement de 17,9 % inscrit au premier trimestre. Pour les 12 mois terminés le 30 avril 2004, le RTCP s'élève à 33,1 %, ce qui place BMO au troisième rang des banques.

Le RTCP annualisé moyen de BMO pour la période de cinq années terminée le 30 avril 2004 s'établit à 14,8 %, soit le quatrième meilleur taux des banques et un taux égal au taux moyen des six grandes banques. Le rendement total annualisé moyen de l'indice TSX pour la même période est de 4,7 %. Le RTCP moyen annualisé sur cinq ans est notre principale mesure de la valeur des capitaux propres et la plus importante des mesures de nos résultats financiers et de notre situation financière. Notre objectif central est de maximiser la valeur des capitaux propres et de nous classer, au fil du temps, dans le premier quartile de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour ce qui est du rendement total des capitaux propres.

Revenu net

Le revenu net atteint 602 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2004, soit une augmentation de 193 millions de dollars, ou de 47 %, comparativement au deuxième trimestre de 2003. Cette augmentation s'explique par la progression du revenu autre que d'intérêts et la réduction de la provision pour créances irrécouvrables, combinées au bon rendement du portefeuille de prêts et à l'amélioration de la conjoncture économique. Le revenu net du groupe Gestion privée a plus que doublé, grâce au redressement des marchés boursiers et aux mesures de compression des coûts mises en place en 2003. Les avantages découlant de la croissance des volumes de nos secteurs d'activité ont été partiellement neutralisés par le rétrécissement des marges nettes d'intérêts, dans un contexte concurrentiel marqué par des taux d'intérêt peu élevés. Néanmoins, le groupe Services d'investissement a augmenté son revenu net de 28 %. Celui du groupe Particuliers et entreprises est en baisse, mais il aurait progressé de 12 % si on exclut le rajustement aux frais des services de cartes qui est expliqué plus loin.

Le revenu autre que d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises s'est replié au cours du trimestre à la suite d'un rajustement de 51 millions de dollars (33 millions après impôts) des frais des services de cartes, rajustement qui a accru le passif comptabilisé en rapport avec notre programme de fidélisation de la clientèle en raison de la hausse des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de ce programme.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net se chiffre à 1 134 millions de dollars, soit une progression de 326 millions, ou de 40 %. Cette progression s'explique par la croissance des volumes d'affaires de nos groupes d'exploitation, la réduction de la provision pour créances irrécouvrables et des gains nets sur titres de placement, alors que ces titres avaient occasionné des pertes nettes l'an dernier.

Le revenu net provenant d'activités aux États-Unis totalise 130 millions de dollars, ou 22 % du revenu net de BMO pour le trimestre, alors qu'il se chiffrait à 112 millions de dollars, ou à 27 %, au deuxième trimestre de l'an dernier. Le revenu net aurait augmenté de 34 millions de dollars si le taux de change entre les dollars canadien et américain était resté le même que l'an dernier. Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu net provenant d'activités aux États-Unis totalise 180 millions de dollars, ou 16 % du revenu net de BMO. Pour la période correspondante de 2003, il s'élevait à 181 millions de dollars, ou à 22 % du revenu net de BMO. Le revenu net aurait augmenté de 22 millions de dollars si le taux de change des dollars canadien et américain était resté inchangé.

Revenu

Tel que nous l'expliquons dans la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5, BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu sur une base d'imposition comparable (bic) et tous les revenus et ratios calculés d'après son revenu dans le présent Rapport de gestion sont établis sur cette base.

Le revenu s'établit à 2 476 millions de dollars, soit une augmentation de 268 millions, ou de 12 %, comparativement au deuxième trimestre de l'an dernier, la hausse du revenu autre que d'intérêts ayant plus que compensé la diminution du revenu net d'intérêts découlant du rétrécissement des marges nettes d'intérêts. L'affaiblissement du dollar américain a retranché 67 millions de dollars, ou 3 points de pourcentage, à la croissance du revenu. Par rapport au premier trimestre, le revenu s'est accru de 75 millions de dollars, l'augmentation du revenu autre que d'intérêts et l'incidence du renforcement du dollar américain ayant compensé le fait que le deuxième trimestre comptait deux jours de moins que le précédent ainsi que l'inclusion, au premier trimestre, d'un revenu net ponctuel de 16 millions de dollars en rapport avec la modification de la comptabilisation des frais liés au remboursement anticipé des prêts

Marge nette d'intérêts (bic)

(en points de base)	T2-2004	Augmentation (Diminution) c. T2-2003	Augmentation (Diminution) c. T1-2004	Cumul 2004	Augmentation (Diminution) c. cumul 2003
PE Canada	271	(20)	(2)	272	(20)
PE États-Unis	395	8	(6)	398	10
Groupe Particuliers et entreprises	289	(16)	(2)	290	(16)
Groupe Gestion privée	941	(125)	(80)	980	(19)
Groupe Services d'investissement	85	(17)	(7)	88	(15)
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	180	(16)	(12)	186	(9)

n.s. - non significatif

Comparativement à la même période l'an dernier, la marge nette d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises s'est élargie aux États-Unis, mais elle s'est encore rétrécie au Canada au cours du trimestre, en raison de l'évolution des préférences des clients en matière de produits et du contexte concurrentiel des derniers trimestres. Au Canada, la réduction de la marge nette d'intérêts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises était prévue et nous continuons à penser que la pression sur les marges nettes d'intérêts se maintiendra dans un avenir prévisible. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est elle aussi rétrécie par rapport à l'an dernier, surtout à cause de la réduction des soldes des prêts aux grandes entreprises et de l'augmentation des frais d'intérêts découlant du dénouement de contrats de couverture liés à des titres de placement à revenu fixe qui ont été vendus.

Par rapport au premier trimestre, le revenu net d'intérêts a chuté de 70 millions de dollars, en partie à cause d'une augmentation ponctuelle de 42 millions de dollars du revenu net d'intérêts liée à la comptabilisation des frais de remboursement anticipé de prêts hypothécaires au premier trimestre et du fait que le deuxième trimestre comptait deux jours de moins que le précédent. L'actif moyen a augmenté de 9 milliards de dollars, ou de 3 %. La marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 12 points de base, ou de 6 points de base si on fait abstraction de l'incidence des frais de remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Les marges des services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont légèrement reculé au Canada et aux États-Unis. Celle du groupe Services d'investissement a subi une réduction un peu plus marquée, en raison du dénouement des contrats de couverture mentionnés plus haut.

Pour le premier semestre, le revenu net d'intérêts s'établit à 2 520 millions de dollars, en baisse de 2 millions de dollars. Cette réduction est attribuable au rétrécissement des marges nettes d'intérêts, l'actif moyen ayant progressé de 12 milliards de dollars. Les marges nettes d'intérêts se sont rétrécies dans tous les groupes d'exploitation, en raison des facteurs déjà mentionnés plus haut.

hypothécaires et des actions de BMO détenues par des filiales. Depuis le début de l'exercice, le revenu s'est accru de 351 millions de dollars, ou de 8 %, grâce à la croissance du revenu autre que d'intérêts. L'affaiblissement du dollar américain a retranché 187 millions de dollars, ou 4 points de pourcentage, à la croissance du revenu.

Le revenu net d'intérêts a diminué de 26 millions de dollars, ou de 2 %, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent, et se chiffre à 1 225 millions de dollars. La marge nette d'intérêts s'établit à 1,80 % pour le trimestre, soit un recul de 16 points de base par rapport à l'an dernier. L'actif moyen a progressé de 15 milliards de dollars et se chiffre à 277 milliards de dollars. L'incidence du rétrécissement de la marge nette d'intérêts a plus que neutralisé la croissance du volume.

Le revenu autre que d'intérêts a progressé de 294 millions de dollars, ou de 31 %, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice précédent et s'établit à 1 251 millions de dollars. Les hausses ont été marquées dans les groupes Services d'investissement et Gestion privée, qui ont bénéficié de l'accroissement du volume des transactions effectuées par les clients et de la valeur des actifs gérés. Les commissions de négociation de titres et les commissions liées aux montages de financement par actions ont considérablement augmenté par rapport à l'an dernier, et les commissions liées aux montages de prêts ont également augmenté. La croissance du revenu a également bénéficié de l'effet différentiel de l'acquisition de Harris Nesbitt Gerard (HNG), mais elle a été ralentie par le rajustement des frais de services de cartes dans le groupe Particuliers et entreprises. Les gains nets sur titres de placement ont aussi contribué à la progression du revenu autre que d'intérêts. Ils se chiffrent à 93 millions de dollars pour le trimestre, alors que ces titres avaient occasionné une perte nette de 45 millions l'an dernier. La hausse des gains nets s'explique en partie par la diminution des dévaluations de placements, qui se chiffrent à 20 millions de dollars pour le trimestre alors qu'elles s'élevaient à 55 millions un an plus tôt. L'effet global des gains sur titres au cours du trimestre a été partiellement neutralisé par une charge de 44 millions de dollars imputée au revenu net d'intérêts à la suite du dénouement de contrats de couverture liés à des titres de placement qui ont été vendus.

Comparativement au premier trimestre, le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 145 millions de dollars, ou de 13 %, grâce à l'augmentation des commissions de négociation de titres et de prise ferme, des commissions sur fonds d'investissement et des revenus de change au deuxième trimestre, et à la réduction ponctuelle de 26 millions de dollars des revenus de négociation au premier trimestre, réduction liée à la nouvelle façon de comptabiliser les actions de BMO détenues par les filiales. La hausse de 53 millions de dollars des gains nets sur titres de placement a été partiellement neutralisée par une hausse de 30 millions de dollars des pertes découlant du dénouement des contrats de couverture liés aux titres qui ont été vendus. D'autres augmentations du revenu ont été partiellement neutralisées par le rajustement appliqué aux frais de services de cartes.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 353 millions de dollars, ou de 18 %, grâce à l'augmentation des commissions de négociation de titres, des commissions de prise ferme de titres de participation et d'emprunt et des revenus tirés des fonds d'investissement, à l'inclusion de HNG et aux gains nets sur titres de placement, alors que ces titres avaient occasionné des pertes nettes l'an dernier. La croissance a cependant été ralentie par la baisse des revenus de titrisation, le rajustement appliqué aux frais de services de cartes et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les gains nets sur titres de placement s'élevaient à 133 millions de dollars pour le premier semestre, alors que des pertes de 61 millions de dollars avaient été inscrites pour la même période l'an dernier. La progression des gains nets s'explique en partie par la diminution des dévaluations de placements, qui se chiffrent à 34 millions de dollars pour le premier semestre, alors qu'elles s'élevaient à 89 millions de dollars pour la même période l'an dernier. Les gains nets sur titres de placement de cette année ont été partiellement neutralisés par la baisse du revenu net d'intérêts, en raison des pertes de 58 millions de dollars occasionnées par le dénouement de contrats de couverture liés à des titres de placement qui ont été vendus.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts s'élevaient à 1 565 millions de dollars pour le deuxième trimestre, soit une hausse de 81 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier. Si on rajuste ce résultat de 43 millions de dollars pour tenir compte de l'effet de l'affaiblissement du dollar américain, les frais seraient supérieurs de 124 millions de dollars, ou de 8 %, à ceux de l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à une hausse de 90 millions de dollars des coûts de la rémunération liée au rendement et à l'effet différentiel des entreprises acquises.

Comparativement au premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 4 millions de dollars, l'incidence de la hausse du taux de change des dollars canadien et américain ayant été compensée par la diminution des coûts de la rémunération liée au rendement et par le fait que le deuxième trimestre comptait deux jours de moins que le précédent. Pour les six premiers mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêts s'élevaient à 3 126 millions de dollars, soit 69 millions de dollars, ou 2 %, de plus que pour la même période l'an dernier, ce qui résulte de la hausse des coûts de la rémunération liée au rendement et de l'effet des acquisitions d'entreprises. Ces augmentations ont été partiellement compensées par les effets des mesures de compression des coûts, la modification comptable apportée en 2004 selon laquelle certains frais liés au développement interne de logiciels sont capitalisés et la baisse du taux de change des dollars canadien et américain.

Notre ratio de productivité s'établit à 63,2 % pour le deuxième trimestre, soit une amélioration de 400 points de base par rapport à l'an dernier et de 180 points de base par rapport au premier trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement s'établit à 62,2 %, soit une amélioration de 380 points de base par rapport à l'an dernier et de 170 points de base comparativement au premier trimestre. Pour le premier semestre, notre ratio de productivité se chiffre à 64,1 %, soit une amélioration de 340 points de base. Quant à notre ratio de productivité avant amortissement, il s'est amélioré de 330 points de base et s'établit à 63,0 % pour le premier semestre. Au début de l'exercice, nous visions une réduction de 150 à 200 points de base de notre ratio de productivité avant amortissement pour l'exercice 2004.

Impôts sur les bénéfices

Comme nous l'expliquons dans la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable pour les fins de l'analyse présentée dans ce Rapport de gestion, et effectue un rajustement compensatoire de la provision pour impôts sur les bénéfices. Ainsi, les provisions pour impôts sur les bénéfices et les taux connexes sont indiqués sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfices a augmenté de 110 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant ainsi la hausse du revenu net avant impôts sur les bénéfices et celle du taux d'imposition effectif. Par rapport au premier trimestre, la provision s'est accrue de 11 millions de dollars, mais elle se serait accrue de 30 millions si on avait fait abstraction d'un rajustement de 19 millions de dollars effectué au premier trimestre en rapport avec des impôts futurs liés à des biens immobiliers aux États-Unis. Cette augmentation reflète également la hausse du revenu net avant impôts sur les bénéfices et celle du taux d'imposition effectif.

Le taux d'imposition effectif s'établit à 31,9 % pour le trimestre, alors qu'il était de 29,6 % au deuxième trimestre de l'an dernier et de 33,7 % au premier trimestre (31,4 % si on fait abstraction du rajustement d'impôts futurs mentionné précédemment).

La hausse par rapport à l'an dernier s'explique par une plus grande portion du revenu provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés et par des avantages fiscaux proportionnellement moins élevés, facteurs partiellement compensés par la réduction nette des taux d'imposition prévus par la loi.

Le taux d'imposition au premier trimestre a bénéficié du changement du taux d'imposition en Ontario. Ce changement a entraîné une hausse des actifs d'impôts futurs, ce qui a eu pour effet d'abaisser le taux d'imposition effectif au premier trimestre.

Pour le premier semestre, le taux d'imposition effectif s'établit à 32,8 % (31,7 % si on fait abstraction du rajustement de 19 millions de dollars appliqué aux impôts futurs), alors qu'il était de 29,9 % l'an dernier. Cette hausse est due à la comptabilisation d'avantages fiscaux proportionnellement plus élevés en 2003. Nous continuons à estimer que le taux d'imposition effectif en 2004 sera de 31 % ou 32 % et le considérons comme normal.

BMO couvre le risque de change découlant du montant net de ses investissements dans des établissements à l'étranger en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres, mais sont habituellement à peu près égaux et se neutralisent. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non matérialisé sur le montant net des investissements dans des établissements à l'étranger n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ceux-ci. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations du taux de change d'une période à l'autre. Les pertes sur des opérations de couverture au cours de cette année ont entraîné un recouvrement fiscal de 120 millions de dollars imputé aux capitaux propres pour le deuxième trimestre, et le recouvrement s'établit à 138 millions pour le premier semestre. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres, inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés à la page 19, contient plus de détails à ce sujet.

Bilan

L'actif total s'élevait à 273,1 milliards de dollars, soit une progression de 16,6 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2003. Cette progression s'explique principalement par la croissance de l'encaisse (2,4 milliards), des valeurs mobilières (2,6 milliards), du solde net des prêts et acceptations (10,3 milliards) et des autres actifs (1,0 milliard). La hausse du taux de change des dollars canadien et américain a contribué à cette augmentation à hauteur de 3,8 milliards de dollars.

L'augmentation de l'encaisse (2,4 milliards de dollars) s'est manifestée dans les dépôts à d'autres banques.

La croissance des valeurs mobilières résulte d'une augmentation de 3,9 milliards de dollars des titres de négociation, partiellement neutralisée par une diminution de 1,3 milliard de dollars des titres de placement. La progression des titres de négociation s'explique par une augmentation du portefeuille de titres de participation et de titres d'administrations publiques canadiennes. La baisse des titres de placement est attribuable au recul de notre position sur titres d'administrations publiques canadiennes, partiellement compensé par l'augmentation des titres d'administrations publiques américaines. Les gains non matérialisés sur titres de placement ont augmenté de 14 millions de dollars depuis la fin de l'exercice précédent et de 36 millions depuis le premier trimestre, pour s'établir à 326 millions. La progression des gains non matérialisés sur les titres de participation des sociétés a plus que neutralisé la diminution des gains non matérialisés sur les titres des administrations publiques américaines et les titres de créance des sociétés américaines.

La hausse de 10,3 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations est due à une augmentation de 4,4 milliards de dollars des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts à la consommation, tendance qui s'accroît grâce aux faibles taux d'intérêt, à une augmentation de 4,1 milliards de dollars des titres pris en pension et à une augmentation de 1,6 milliard de dollars du solde net des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et des acceptations connexes.

Le passif total s'est accru de 15,6 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2003, en raison d'une augmentation de 13,4 milliards de dollars des dépôts et d'une hausse de 2,4 milliards de dollars des titres vendus à découvert.

Les dépôts de banques, qui représentent 13 % du total des dépôts, ont diminué de 0,8 milliard de dollars. Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques, qui représentent 46 % du total des dépôts, ont augmenté de 12,1 milliards de dollars et ont principalement servi à fournir les fonds nécessaires à la croissance des dépôts à d'autres banques, des valeurs mobilières et des prêts. Les dépôts des particuliers, qui ont tendance à être plus stables, ont augmenté de 2,1 milliards de dollars et représentent 41 % du total des dépôts, alors qu'ils en représentaient 43 % au 31 octobre 2003.

Gestion des risques

La provision pour créances irrécouvrables s'établit à 5 millions de dollars pour le trimestre, résultat d'une provision spécifique de 45 millions de dollars et d'une réduction de 40 millions de la réserve générale pour créances irrécouvrables. L'an dernier, la provision spécifique pour créances irrécouvrables s'élevait à 120 millions de dollars et la réserve générale était restée inchangée. La diminution de la provision reflète l'amélioration continue du rendement des portefeuilles de prêts de BMO et la vente réussie de prêts non productifs pour un produit supérieur à leur valeur comptable nette. Sur une base annuelle, la provision spécifique de 45 millions de dollars représente 12 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, alors qu'elle en représentait 32 points de base au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Au premier trimestre, la provision pour créances irrécouvrables s'élevait à 15 millions de dollars, résultat d'une provision spécifique de 55 millions et d'une réduction de 40 millions de la réserve générale.

Pour les six premiers mois de l'exercice, la provision pour créances irrécouvrables se chiffre à 20 millions de dollars, résultat d'une provision spécifique de 100 millions et d'une réduction de 80 millions de la réserve générale. Pour la période correspondante de l'exercice 2003, la provision spécifique totalisait 270 millions de dollars. La réserve générale pour cette période était restée inchangée. Pour l'exercice 2004, nous maintenons notre provision d'une provision spécifique pour créances irrécouvrables de 300 millions de dollars ou moins, alors que la cible fixée au début de l'exercice était de 500 millions.

La qualité de l'actif et le rendement du portefeuille de prêts se sont encore améliorés au cours du trimestre et nos prévisions quant à la qualité du crédit demeurent positives pour 2004. Les taux de défaillance des entreprises et les prêts non productifs sont en baisse, la croissance économique aux États-Unis devrait demeurer forte et BMO n'a pas d'engagements importants à l'égard de secteurs économiques considérés comme particulièrement risqués dans le contexte économique actuel. Néanmoins, nous demeurons à l'affût des facteurs susceptibles d'influer sur la qualité du crédit, notamment : la détérioration accrue du secteur de la production d'électricité aux États-Unis, les conséquences persistantes de la crise de l'ESB (ou « maladie de la vache folle ») survenue en 2003 sur les entreprises canadiennes d'élevage de bétail, la persistance du conflit du bois d'œuvre entre le Canada et les États-Unis, une reprise de la montée rapide de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain et la possibilité de hausses rapides des taux d'intérêt par la Réserve générale des États-Unis. Le dollar américain s'est renforcé relativement au dollar canadien au deuxième trimestre. Cependant, une baisse notable de la valeur du dollar américain pourrait influer sur notre portefeuille de prêts aux PME et aux grandes entreprises canadiennes, particulièrement dans les secteurs qui dépendent beaucoup des exportations ou qui font face à une vive concurrence quant aux importations, notamment l'industrie automobile.

Le solde brut des prêts douteux totalisait 1 503 millions de dollars à la fin du trimestre, alors qu'il s'élevait à 1 786 millions à la fin du premier trimestre et 1 918 millions à la fin de l'exercice précédent. Cette diminution est due principalement à la vente de prêts douteux, à des radiations et à un solde des nouveaux prêts douteux peu élevé. Le solde brut des prêts douteux représentait 0,95 % du solde brut des prêts et acceptations à la fin du trimestre, alors qu'il en représentait 1,18 % à la fin du premier trimestre et 1,30 % à la fin de 2003. Le solde brut des prêts douteux en pourcentage des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables s'est amélioré, passant de 11,0 % à la fin du premier trimestre et de 12,2 % à la fin de 2003 à 9,0 % à la fin du deuxième trimestre. Les prêts douteux, après déduction des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables de 567 millions de dollars, totalisent 936 millions de dollars, après avoir atteint 1 189 millions de dollars à la fin du premier trimestre et 1 313 millions à la fin du dernier exercice.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'établit à 190 millions de dollars pour le trimestre, en baisse de 52 millions comparativement au premier trimestre et de 160 millions par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier. Pour le premier semestre, le solde des nouveaux prêts douteux se chiffre à 432 millions de dollars, en baisse de 225 millions de dollars, ou de 34 %, comparativement à la même période l'an dernier. Les nouveaux prêts douteux ne sont pas concentrés dans un secteur ou une industrie en particulier et ils sont conformes aux prévisions dans une conjoncture économique nord-américaine qui continue à s'améliorer.

Les radiations, abstraction faite de recouvrements de 14 millions de dollars visant des prêts précédemment radiés, s'élèvent à 121 millions de dollars pour le trimestre, en hausse par rapport aux radiations de 109 millions du premier trimestre. Pour les six premiers mois de l'exercice, elles atteignent 230 millions de dollars, en baisse de 24 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport à la période correspondante de 2003.

Au cours du trimestre, BMO a vendu des prêts non productifs dont le solde brut s'élevait à 255 millions de dollars et la valeur comptable nette, à 199 millions, pour un produit de 245 millions. Pour le premier semestre, BMO a vendu des prêts non productifs dont le solde brut s'élevait à 401 millions de dollars et la valeur comptable nette, à 308 millions, pour un produit de 380 millions. Le volume des ventes réalisées par BMO depuis le début de l'exercice 2004 a considérablement augmenté, le redressement de l'économie ayant contribué à accroître la confiance et les investisseurs, à la recherche de rendements plus élevés, ayant manifesté beaucoup d'intérêt pour ce produit. La plupart des ventes étaient reliées au secteur de la production d'électricité, le reste représentant divers autres secteurs.

Compte tenu de l'amélioration de la qualité du portefeuille de prêts et de l'amélioration générale des conditions du marché, nous avons réduit la réserve générale de 40 millions de dollars à chacun des deux premiers trimestres de l'exercice. La réserve générale, qui totalise 1 100 millions de dollars après ces réductions, demeure suffisante. Elle couvre toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts, ne peut encore être liée à des prêts particuliers. Le caractère suffisant et adéquat de la réserve générale continuera à faire l'objet d'un examen trimestriel, comme le stipulent les PCGR.

La réserve totale pour créances irrécouvrables, qui se chiffrait à 1 667 millions de dollars à la fin du trimestre, était constituée d'une réserve spécifique de 567 millions de dollars et d'une réserve générale de 1 100 millions. Elle était en baisse de 70 millions de dollars par rapport au premier trimestre et de 118 millions comparativement à la fin de l'exercice précédent, grâce surtout à des radiations et aux réductions de la réserve générale. Nous considérons que les réserves totales pour créances irrécouvrables couvrent entièrement les pertes de valeur à l'intérieur du portefeuille de prêts.

Les portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables, représentent toujours une partie importante de l'ensemble des prêts de BMO. Ces portefeuilles ont connu une croissance remarquable ces deux dernières années, passant de 72 % à 80 % du portefeuille global, ce qui reflète nos efforts visant à repositionner notre bilan au moyen d'actifs plus stables.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 48 à 51 de son Rapport annuel 2003. Aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque de liquidité et de financement et du risque structurel de marché au cours du trimestre. Le risque de négociation et de prise ferme est généralement semblable à ce qu'il était au premier trimestre et nous demeurons en bonne position pour tirer parti de la volatilité des taux d'intérêt. Nos pratiques en matière de gestion des risques n'ont pas changé de façon importante au cours du trimestre.

Gestion du capital

Le ratio du capital de première catégorie de BMO s'est amélioré; il s'établit maintenant à 9,67 %, alors qu'il était de 9,65 % à la fin du premier trimestre et de 9,55 % à la fin de l'exercice 2003. Le ratio du capital total s'établit à 11,53 %, alors qu'il était de 11,67 % à la fin du premier trimestre et de 12,09 % à la fin de l'an dernier. Depuis le premier trimestre de 2004, les investissements dans des sociétés d'assurances qui sont des filiales sont déduits pour les fins du calcul du ratio du capital total, une modification obligatoire maintenant que ces investissements sont considérés comme importants. Le recul du ratio du capital total par rapport au premier trimestre est attribuable à la croissance de l'actif, partiellement neutralisée par la hausse des niveaux de capital due à la croissance des capitaux propres.

Le 5 août 2003, BMO a annoncé un programme visant à racheter jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires, soit environ 3 % de ses actions ordinaires émises et en circulation, au moyen d'une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités. La période de rachat peut s'étendre jusqu'au 6 août 2004. Au cours du trimestre, BMO a racheté 1 350 000 actions à un prix moyen de 53,60 \$ l'action, pour une somme totale de 72,4 millions de dollars. Depuis l'inauguration du programme, BMO a racheté 1 782 800 actions à un prix moyen de 52,12 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 92,9 millions de dollars.

Conventions comptables critiques

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2003 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. En outre, à la page 21, la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, qui sont joints au présent rapport, fournit des renseignements sur les

changements apportés à certaines conventions comptables importantes depuis le 31 octobre 2003, notamment les changements qui découlent des nouvelles exigences relatives aux sources des PCGR.

Le Rapport annuel 2003 contient, en page 44, des explications sur certaines conventions comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modification future des conventions comptables

Au cours du trimestre, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a proposé certaines modifications à sa note d'orientation concernant la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Nous prévoyons mettre en application cette note d'orientation modifiée à compter du 1^{er} novembre 2004. Les EDDV de BMO comprennent nos entités de titrisation, nos entités de gestion de placements structurés de premier ordre, des fonds d'investissement et des fiducies personnelles dont nous gérons les actifs, nos entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé et les entités de titrisation des clients. La note 8 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 81 du Rapport annuel 2003 de BMO, fournit des renseignements sur nos EDDV. Au cours du premier trimestre, nous avons cédé nos droits dans nos titres adossés à des obligations à rendement élevé, sans incidence notable sur le revenu net. Actuellement, notre analyse indique ce qui suit :

- Les règles sur la consolidation stipulées dans la note d'orientation proposée ne s'appliqueront pas à nos entités de titrisation, à nos participations dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre, aux fonds d'investissement ni à certaines fiducies personnelles.
- Nos ententes avec les entités de titrisation des clients seront restructurées avant le 1^{er} novembre 2004, afin que ces entités puissent correspondre aux critères de non-consolidation. À la fin du trimestre, ces entités détenaient des actifs et des passifs d'une valeur approximative de 24 milliards de dollars et elles ont été consolidées depuis le 31 janvier 2004 afin de déterminer les résultats de BMO selon les PCGR des États-Unis.

Au premier trimestre de 2005, nous adopterons de nouvelles règles comptables concernant la répartition des instruments financiers entre passifs et capitaux propres. Selon ces nouvelles règles, nous prévoyons reclasser dans la dette approximativement 850 millions de dollars en actions privilégiées ainsi que 1 150 millions de dollars en part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Ce changement comptable devrait entraîner une réduction d'environ 45 millions de dollars du revenu net pour l'exercice 2005 et les exercices subséquents, en raison du reclassement des dividendes sur actions privilégiées sous les frais d'intérêt. Ce changement n'aura aucune incidence sur le résultat par action ni sur le revenu net afférent aux actions ordinaires puisque les dividendes sur actions privilégiées sont présentement déduits du revenu net pour l'établissement de ces mesures.

Cote de crédit

La cote de crédit de BMO, attribuée par Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée (AA-), avec une perspective stable. Cette cote, que BMO partage avec une de ses concurrentes, est la meilleure des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. Notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, demeure inchangée (Aa3), avec une perspective stable. Une seule des six grandes banques canadiennes a une cote supérieure à celle de BMO. Les deux cotes de crédit s'appliquent à des émissions de premier ordre et de grande qualité.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2004, ainsi qu'une description de certaines de leurs réalisations.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres groupes clients afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Toutes les données

comparatives sont reclassées pour tenir compte de ces transferts. La note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la provision pour créances irrécouvrables.

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2004 et le cumul de l'exercice 2004

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T2-2004					Cumul 2004				
	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise y compris Technologie et solutions	Total consolidé	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise y compris Technologie et solutions	Total consolidé
Revenu net d'intérêts (bic)	834	125	313	(47)	1 225	1 671	256	648	(55)	2 520
Revenu autre que d'intérêts	326	365	441	119	1 251	699	705	841	112	2 357
Revenu total (bic)	1 160	490	754	72	2 476	2 370	961	1 489	57	4 877
Provision pour créances irrécouvrables	75	1	45	(116)	5	151	1	89	(221)	20
Frais autres que d'intérêts	763	391	385	26	1 565	1 524	783	770	49	3 126
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	322	98	324	162	906	695	177	630	229	1 731
Impôts sur les bénéfices (bic)	111	35	111	32	289	237	59	205	66	567
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	15	15	1	-	-	29	30
Revenu net - T2-2004	211	63	213	115	602	457	118	425	134	1 134
Revenu net - T1-2004	246	55	212	19	532					
Revenu net - T2-2003	217	27	166	(1)	409	438	62	347	(39)	808
Autres statistiques										
Profit économique net	108	33	88	n.s.	302	247	56	171	n.s.	540
Rendement des capitaux propres	20,8 %	16,2 %	18,6 %	n.s.	20,4 %	22,3 %	14,9 %	18,3 %	n.s.	19,4 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	21,6 %	19,0 %	18,6 %	n.s.	21,1 %	23,1 %	17,8 %	18,3 %	n.s.	20,1 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	65,8 %	79,7 %	51,1 %	n.s.	63,2 %	64,3 %	81,5 %	51,7 %	n.s.	64,1 %
avant amortissement (bic)	64,9 %	76,5 %	51,1 %	n.s.	62,2 %	63,5 %	78,1 %	51,7 %	n.s.	63,0 %
Marge nette d'intérêts (bic)	2,89 %	9,41 %	0,85 %	n.s.	1,80 %	2,90 %	9,80 %	0,88 %	n.s.	1,86 %
Capital-actions ordinaire moyen	3 934	1 536	4 382	1 740	11 592	3 934	1 536	4 382	1 507	11 359
Actif moyen (en milliards de dollars)	117,2	5,4	150,3	3,9	276,8	115,9	5,2	147,4	3,9	272,4
Effectif - équivalent de durée normale	19 508	5 333	2 149	6 761	33 751					

n.s. - non significatif

Groupe Particuliers et entreprises

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T2-2004	Augmentation/(Diminution) c. T2-2003		Augmentation/(Diminution) c. T1-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Revenu net d'intérêts (bic)	834	26	3 %	(3)	-	1 671	31	2 %
Revenu autre que d'intérêts	326	(35)	(10 %)	(47)	(13 %)	699	(27)	(4 %)
Revenu total (bic)	1 160	(9)	(1 %)	(50)	(4 %)	2 370	4	-
Provision pour créances irrécouvrables	75	-	-	(1)	-	151	-	-
Frais autres que d'intérêts	763	5	1 %	2	-	1 524	(14)	(1 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	322	(14)	(4 %)	(51)	(14 %)	695	18	3 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	111	(7)	(6 %)	(15)	(13 %)	237	-	-
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	(1)	(61 %)	(1)	(45 %)	1	(1)	(41 %)
Revenu net	211	(6)	(3 %)	(35)	(14 %)	457	19	4 %
Amortissement d'actifs incorporels (après impôts)	8	-	-	1	5 %	15	(1)	(1 %)
Revenu net avant amortissement	219	(6)	(3 %)	(34)	(14 %)	472	18	4 %
Rendement des capitaux propres	20,8 %		(0,8 %)		(3,0 %)	22,3 %		0,9 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	21,6 %		(0,8 %)		(3,0 %)	23,1 %		0,9 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	65,8 %		0,9 %		2,9 %	64,3 %		(0,7 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	64,9 %		0,7 %		2,7 %	63,5 %		(0,9 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	2,89 %		(0,16 %)		(0,02 %)	2,90 %		(0,16 %)
Actif moyen	117 194	8 761	8 %	2 643	2 %	115 858	7 921	7 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net pour le deuxième trimestre de 2004, qui s'est établi à 211 millions de dollars, a diminué de 6 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à l'an dernier. Dans l'ensemble, la croissance du revenu a dépassé la croissance des frais, tant au Canada qu'aux États-Unis. Toutefois, au Canada, le revenu autre que d'intérêts a diminué par suite d'un rajustement de 51 millions de dollars (33 millions après impôts) des frais de services de cartes de crédit, qui a augmenté le passif comptabilisé relativement à notre programme de fidélisation de la clientèle. Ce rajustement est attribuable à l'augmentation des taux d'échange des récompenses. Depuis le début de l'exercice, le revenu net a progressé de 19 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à la même période en 2003, grâce à la réduction des coûts et du taux d'imposition effectif. Si l'on exclut le rajustement des frais de cartes de crédit, l'augmentation du revenu net par rapport à l'an dernier aurait été de 27 millions de dollars, ou de 12 %, au deuxième trimestre et de 52 millions de dollars, ou de 12 %, depuis le début de l'année.

Comparativement au premier trimestre, le revenu net a régressé de 35 millions de dollars, ou de 14 %, ce qui s'explique essentiellement par le rajustement des frais de cartes de crédit et par le fait que le deuxième trimestre compte deux jours de moins. Depuis le début de l'exercice, le revenu net a augmenté de 19 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à la même période en 2003, grâce à la réduction des coûts et du taux d'imposition effectif.

Le revenu pour le trimestre a diminué de 9 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 1 160 millions de dollars. Au Canada, la forte croissance des volumes des prêts hypothécaires, des prêts personnels et des dépôts de particuliers et d'entreprises a été plus que neutralisée par les effets de la réduction des marges nettes d'intérêts et le rajustement des frais de cartes de crédit. La réduction des marges est attribuable aux pressions exercées par la concurrence, au creux historique touché par les taux d'intérêt et à l'évolution des préférences des clients vers les produits à faible marge. Nous prévoyons d'autres réductions des marges nettes d'intérêts au Canada dans un avenir rapproché. Aux États-Unis, la croissance des volumes des prêts et des dépôts ainsi que l'augmentation des marges nettes d'intérêts ont largement contrebalancé les effets de la dépréciation du dollar américain.

Le revenu a diminué de 50 millions de dollars par rapport au premier trimestre. La hausse modeste enregistrée aux États-Unis a été

annulée par une baisse au Canada qui est principalement imputable au rajustement des frais de cartes de crédit et au fait que le deuxième trimestre compte deux jours civils de moins. Depuis le début de l'exercice, le revenu a augmenté de 4 millions de dollars. La forte croissance des volumes et des revenus tirés des transactions au Canada a été annulée par la réduction des marges nettes d'intérêts et le rajustement des frais de services de cartes de crédit. Aux États-Unis, l'effet de la croissance des volumes et de l'augmentation des marges nettes d'intérêts a été partiellement atténué par l'affaiblissement du dollar américain. Si l'on exclut le rajustement des frais de services de cartes de crédit, l'augmentation du revenu par rapport à l'exercice précédent aurait été de 42 millions de dollars, ou de 4 %, au deuxième trimestre et de 55 millions de dollars, ou de 2 %, depuis le début de l'exercice.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 5 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier, pour s'établir à 763 millions de dollars. La baisse modeste au Canada a été plus que contrebalancée par la hausse enregistrée aux États-Unis où l'augmentation des coûts liés aux avantages sociaux et à l'ouverture de nouvelles succursales a plus que compensé les effets de l'affaiblissement du dollar américain. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 2 millions de dollars par rapport au premier trimestre : les coûts ont diminué au Canada, mais augmenté aux États-Unis. La diminution observée au Canada est attribuable essentiellement au fait que le deuxième trimestre compte deux jours de moins, tandis que l'augmentation aux États-Unis s'explique avant tout par l'appréciation du dollar américain. Pour le semestre terminé le 30 avril 2004, les frais autres que d'intérêts se sont établis à 1 524 millions de dollars, en baisse de 14 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport à la même période l'an dernier. Au Canada, la baisse s'explique principalement par la diminution des coûts de la rémunération liée au rendement et la modification comptable apportée en 2004 selon laquelle certains frais liés au développement interne de logiciels sont capitalisés. Aux États-Unis, la baisse est attribuable à la baisse du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien.

Le ratio de productivité du groupe au deuxième trimestre a augmenté par rapport à l'an dernier et au premier trimestre, comme le montre le tableau qui précède. Cette amélioration est attribuable au rajustement des frais de services de cartes de crédit. Abstraction faite de ce rajustement, le ratio de productivité se chiffre à 63,0 %, ce qui représente une augmentation de 190 points de base par rapport à l'exercice précédent et de 10 points de base comparativement au

premier trimestre. Depuis le début de l'exercice, le ratio de productivité s'est amélioré de 70 points de base et le ratio de productivité avant amortissement, de 90 points de base. Si l'on exclut le rajustement des frais de services de cartes de crédit, le ratio de productivité a augmenté de 200 points de base et le ratio de productivité avant amortissement, de 220 points de base depuis le début de l'exercice.

La part du revenu net tiré des activités aux États-Unis a représenté 12 % du revenu net total du groupe Particuliers et entreprises au deuxième trimestre, comparativement à 10 % l'an dernier et à 11 % au premier trimestre. Depuis le début de l'exercice, le revenu net tiré des activités aux États-Unis a représenté 12 % du revenu net du groupe.

Les services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats du groupe Services d'investissement, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le tableau ci-dessous indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines au groupe Particuliers et entreprises en précisant la répartition géographique des résultats. Il

fait état de l'inclusion de revenus de 142 millions de dollars provenant des moyennes entreprises et d'un revenu net de 51 millions de dollars aux résultats des États-Unis pour le trimestre ainsi que de l'inclusion de revenus de 275 millions de dollars et d'un revenu net de 96 millions de dollars aux résultats du semestre.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises américaines étaient inclus dans les résultats du groupe Particuliers et entreprises, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 29 % du revenu net du groupe pour le trimestre, comparativement à 12 % dans les présents états financiers. Après inclusion des services bancaires aux moyennes entreprises américaines, le revenu des activités aux États-Unis représenterait 27 % du revenu du groupe pour le trimestre, comparativement à 18 % dans les présents états financiers. Sur la même base, depuis le début de l'année, le revenu net des activités aux États-Unis représenterait 27 % du revenu net du groupe, comparativement à 12 % dans les présents états financiers. Le rendement total des capitaux propres, après inclusion des services bancaires aux entreprises aux États-Unis, s'élèverait à 21,5 % pour le trimestre, comparativement à 20,8 % dans les présents états financiers, et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu s'établirait à 62,0 %, par rapport à 65,8 % dans les présents états financiers.

Groupe Particuliers et entreprises après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T2-2004	Augmentation/(Diminution) c. T2-2003		Augmentation/(Diminution) c. T1-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Canada - revenu	948	(23)	(2 %)	(56)	(5 %)	1 952	(5)	-
États-Unis - revenu	354	13	3 %	15	4 %	693	(7)	(1 %)
Revenu total (bic)	1 302	(10)	(1 %)	(41)	(3 %)	2 645	(12)	-
Canada - revenu net	185	(10)	(5 %)	(33)	(15 %)	403	8	2 %
États-Unis - revenu net	77	3	4 %	4	6 %	150	4	2 %
Revenu net total	262	(7)	(3 %)	(29)	(10 %)	553	12	2 %
Canada - rendement des capitaux propres	23,9 %		(3,8 %)		(3,9 %)	25,9 %		(1,7 %)
États-Unis - rendement des capitaux propres	17,2 %		3,8 %		1,3 %	16,6 %		3,7 %
Rendement total des capitaux propres	21,5 %		-		(2,0 %)	22,5 %		1,3 %
Canada - ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	63,6 %		1,2 %		3,0 %	62,1 %		(0,2 %)
États-Unis - ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	57,8 %		(0,7 %)		(0,5 %)	58,1 %		(1,5 %)
Ratio total des frais autres que d'intérêts au revenu	62,0 %		0,6 %		2,0 %	61,0 %		(0,6 %)

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les objectifs et les perspectives du groupe pour l'exercice 2004 ainsi que le contexte d'exploitation étaient décrits aux pages 28 à 32 du Rapport annuel 2003 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du deuxième trimestre dans la poursuite des objectifs en 2004 figurent ci-dessous.

- Le groupe a affiché une forte croissance au Canada où les prêts et les acceptations, compte tenu de l'effet cumulatif des opérations de titrisation, ont augmenté de 6,2 milliards de dollars, ou de 6,8 %, par rapport au deuxième trimestre de 2003, et de 1,5 milliard de dollars, ou de 1,5 %, par rapport au premier trimestre de 2004. Les dépôts de particuliers et d'entreprises ont augmenté de 3,3 milliards de dollars, ou de 9,0 %, comparativement à l'an dernier et de 0,3 milliard de dollars, ou de 0,9 %, par rapport au premier trimestre.
- Au Canada, d'après les données les plus récentes sur la part du marché des prêts de moins de 5 millions de dollars aux petites entreprises, BMO se classe toujours au deuxième rang. Notre part de ce marché s'est toutefois contractée de 45 points de base sur 12 mois et de 5 points de base comparativement au premier trimestre de 2004, pour s'établir à 19,23 %. Sous l'effet de la forte concurrence d'institutions axant leur démarche sur les prix, notre part du marché des prêts à la consommation et des prêts hypothécaires a baissé de 32 points de base par rapport à l'an passé et de 5 points de base par rapport au premier trimestre, pour s'établir à 13,68 %. En outre, notre part du marché des dépôts de particuliers a reculé de 14 points de base depuis le deuxième trimestre de 2003 et de 2 points de base par rapport au premier trimestre de 2004, pour s'établir à 13,35 %.

- Le 24 avril 2004, BMO Groupe financier, WestJet Airlines Ltd. (WestJet) et Le Groupe Loyalty, créateur et gestionnaire du Programme de récompenses AIR MILES, ont présenté la nouvelle option AIR MILES WestJet Or 1/15 \$ de la carte MasterCard Mosaik. Ce nouveau partenariat offre aux particuliers et aux PME titulaires de la carte MasterCard Mosaik BMO des économies exclusives lorsqu'ils échangent leurs milles de récompense contre des billets d'avion de WestJet. En outre, les titulaires bénéficient d'avantages exceptionnels liés aux services de WestJet, tels que l'offre d'un billet pour compagnon de voyage. Ils reçoivent également chaque année un crédit (maximum de 70 \$, 105 \$ pour les petites entreprises) applicable au programme de services bancaires BMO Banque de Montréal de leur choix; ainsi, certains clients pourront utiliser les programmes de services bancaires les plus populaires de BMO Banque de Montréal sans avoir à payer de frais mensuels.
- Aux États-Unis, les prêts ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou de 17 %, par rapport à l'an dernier, grâce à la forte hausse de 19 % des prêts à la consommation et de 12 % des prêts aux petites entreprises, et ce, malgré les conditions de marché difficiles.
- Les Services bancaires Harris région de Chicago ont conclu l'acquisition de la Lakeland Community Bank le 1^{er} mars, ce qui a permis d'ajouter deux succursales à notre réseau, qui en compte maintenant 154. Si l'on inclut l'acquisition de huit succursales à service complet de la New Lenox State Bank, qui devrait se concrétiser au troisième trimestre, le réseau devrait compter 169 succursales d'ici la fin de l'exercice.

Groupe Gestion privée

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T2-2004	Augmentation/(Diminution) c. T2-2003		Augmentation/(Diminution) c. T1-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Revenu net d'intérêts (bic)	125	(10)	(7 %)	(6)	(4 %)	256	(16)	(6 %)
Revenu autre que d'intérêts	365	104	40 %	25	7 %	705	131	23 %
Revenu (bic)	490	94	24 %	19	4 %	961	115	14 %
Provision pour créances irrécouvrables	1	-	-	1	1 %	1	(1)	(45 %)
Frais autres que d'intérêts	391	39	11 %	(1)	-	783	34	4 %
Revenu avant impôts sur les bénéfiques	98	55	+100 %	19	27 %	177	82	86 %
Impôts sur les bénéfiques (bic)	35	19	+100 %	11	53 %	59	26	76 %
Revenu net	63	36	+100 %	8	16 %	118	56	92 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	11	-	-	-	-	22	(3)	(14 %)
Revenu net avant amortissement	74	36	93 %	8	12 %	140	53	60 %
Rendement des capitaux propres	16,2 %		10,3 %		2,6 %	14,9 %		8,0 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	19,0 %		10,1 %		2,4 %	17,8 %		7,8 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	79,7 %		(9,4 %)		(3,6 %)	81,5 %		(7,0 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic)	76,5 %		(7,7 %)		(3,2 %)	78,1 %		(5,5 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	9,41 %		(1,25 %)		(0,80 %)	9,80 %		(0,19 %)
Actif moyen	5 417	217	4 %	325	6 %	5 253	(249)	(5 %)

Analyse des résultats financiers

Le revenu net, qui s'établit à 63 millions de dollars, a progressé de 36 millions de dollars, ou de 140 %, par rapport au deuxième trimestre de 2003. Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation des revenus de commissions qui a plus que compensé la baisse modérée du revenu net d'intérêts. Par rapport au premier trimestre de 2004, le revenu net a augmenté de 8 millions de dollars, ou de 16 %, grâce à la croissance des revenus de commissions. Depuis le début de l'exercice, le revenu net s'est accru de 56 millions de dollars, ou de 92 %, par rapport à la période comparable de 2003.

Le revenu a augmenté de 94 millions de dollars, ou de 24 %, par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 490 millions de dollars au deuxième trimestre. Des mesures productrices de revenu ciblées et le redressement des données fondamentales des marchés ont fait augmenter les volumes de transactions effectuées par les clients et le solde des actifs sous gestion, ce qui a eu pour effet de porter le revenu autre que d'intérêts à 104 millions de dollars. La diminution des marges nettes d'intérêts en ce qui a trait aux produits à terme a entraîné une baisse de 10 millions de dollars du revenu net d'intérêts. Par rapport au premier trimestre de 2004, le revenu a progressé de 19 millions de dollars ou de 4 %. Depuis le début de l'exercice, il s'est accru de 115 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport à la même période en 2003, mais la hausse aurait été de 152 millions de dollars, ou de 18 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain était demeuré inchangé. L'amélioration est attribuable aux mêmes facteurs qui sont à l'origine de l'augmentation des revenus trimestriels par rapport à la même période l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 39 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 391 millions de dollars au deuxième trimestre. La croissance des frais se limite principalement à ceux liés à la croissance du revenu, le groupe ayant poursuivi ses efforts visant à améliorer la productivité grâce à la compression soutenue des coûts, tout en continuant à récolter les fruits des mesures de réduction des coûts mises en place en 2003. Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 940 points de base depuis un an, ce qui est le résultat d'une gestion rigoureuse des frais autres que ceux liés au revenu. Depuis le début de l'exercice, les frais ont augmenté de 34 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à la même période en 2003, mais la hausse aurait été de 74 millions de dollars, ou de 10 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain était demeuré inchangé. Pour le semestre, le ratio de productivité s'est amélioré de 700 points de base et le ratio de productivité avant amortissement,

de 550 points de base.

La part du revenu net provenant des États-Unis, qui était de zéro au deuxième trimestre, s'est accrue de 15 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2003. Le revenu net avant amortissement se chiffre à 9 millions de dollars. Le revenu a augmenté de 11 millions de dollars par rapport à l'an dernier, mais la hausse aurait été de 23 millions de dollars, ou de 17 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain était demeuré inchangé. La croissance du revenu est principalement attribuable à l'accroissement des revenus de commissions, conjugué à une modeste amélioration du revenu net d'intérêts. Les frais ont diminué de 11 millions de dollars par rapport à l'an dernier, mais ils auraient augmenté de 2 millions de dollars, ou de 1 %, si le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain était demeuré inchangé. Le ratio de productivité avant amortissement de nos activités aux États-Unis s'est amélioré de près de 1 300 points de base par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier, grâce aux mesures de réduction des coûts mises en place l'année précédente. Pour le semestre, la perte nette enregistrée aux États-Unis s'élève à 1 million de dollars, comparativement à une perte nette de 29 millions de dollars il y a un an.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les objectifs et les perspectives du groupe pour l'exercice 2004 et le contexte d'exploitation étaient décrits à la page 33 du Rapport annuel 2003 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du deuxième trimestre dans la poursuite des objectifs de 2004 figurent ci-dessous.

- L'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, qui totalise 285 milliards de dollars, a augmenté de 6 % par rapport au deuxième trimestre de 2003, ou de 14 % si l'on fait abstraction de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain sur l'actif américain et du retrait d'actifs liés à la cessation de la garde intermédiaire de titres pour un client au premier trimestre. Les revenus tirés de ces services de garde intermédiaire de titres étaient minimes.
- L'actif des services de placement traditionnels a augmenté de 18 % sur 12 mois, pour s'établir à 71 milliards de dollars. L'actif des services de placement en direct en Amérique du Nord s'est chiffré à 50 milliards de dollars, en hausse de 19 % par rapport à l'an dernier, mais aurait augmenté de 24 % sans l'effet de l'affaiblissement du dollar américain.
- BMO Ligne d'action est le premier choix des investisseurs expérimentés, selon un sondage effectué en 2004 par *The Globe and Mail* sur les firmes de courtage en direct offrant des REER. C'est la neuvième fois en trois ans que BMO Ligne d'action obtient un tel

classement au sein du secteur d'activité. Pour sa part, Harrisdirect s'est vu attribuer une cote de quatre étoiles par Barron lors de son sondage annuel.

- BMO et deux autres actionnaires initiaux ont accru leur participation respective dans Fullgoal Fund Management Company Ltd., qui est passée de 17 % à 28 %. Cette augmentation doit être approuvée par la Commission chinoise de réglementation des valeurs mobilières. BMO travaille avec Fullgoal, société chinoise spécialisée dans la gestion de fonds, afin de créer des produits de fonds communs de placement et de les distribuer sur le marché chinois.

- Selon le *New York Times*, le fonds d'obligations à revenu exempt d'impôt Harris Insight se classe au premier rang des fonds d'obligations émises par des administrations municipales, d'après les rendements annualisés obtenus au cours de la période de cinq ans terminée le 31 mars 2004.
- Le Groupe de Fonds Guardian Ltée et BMO Fonds d'investissement continuent de surclasser le secteur des fonds communs de placement grâce à des ventes nettes trimestrielles qui dépassent la moyenne du secteur.

Groupe Services d'investissement

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T2-2004	Augmentation/(Diminution) c. T2-2003		Augmentation/(Diminution) c. T1-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Revenu (bic)	754	116	18 %	19	2 %	1 489	164	12 %
Provision pour créances irrécouvrables	45	(12)	(23 %)	1	1 %	89	(27)	(24 %)
Frais autres que d'intérêts	385	47	14 %	-	-	770	67	9 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	324	81	33 %	18	6 %	630	124	25 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	111	34	45 %	17	17 %	205	46	29 %
Revenu net	213	47	28 %	1	1 %	425	78	23 %
Rendement des capitaux propres	18,6 %		5,1 %		0,5 %	18,3 %		4,4 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic)	51,1 %		(1,8 %)		(1,3 %)	51,7 %		(1,4 %)
Marge nette d'intérêts (bic)	0,85 %		(0,17 %)		(0,07 %)	0,88 %		(0,15 %)
Actif moyen	150 301	7 186	5 %	5 802	4 %	147 368	5 036	4 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net a atteint la somme record de 213 millions de dollars au deuxième trimestre de 2004, en hausse de 47 millions de dollars, ou de 28 %, par rapport à l'an dernier. Cette hausse est attribuable à la croissance des revenus et à la réduction de la provision pour créances irrécouvrables. Le revenu net a augmenté de 1 million de dollars, ou de 1 %, par rapport au premier trimestre, sous l'effet de la hausse des revenus qui a été en partie neutralisée par un taux d'imposition effectif plus élevé. Pour le premier semestre terminé le 30 avril 2004, le revenu net s'est établi à 425 millions de dollars, en hausse de 78 millions de dollars ou de 23 %. Cette augmentation s'explique par l'accroissement des revenus et la réduction de la provision pour créances irrécouvrables.

Pour le deuxième trimestre, le revenu s'est établi à 754 millions de dollars, en hausse de 116 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport à l'an dernier, le groupe ayant continué à profiter de la vigueur des émissions sur le marché secondaire et de l'accroissement des activités de ses clients. Les revenus au deuxième trimestre incluaient des gains nets sur titres de placement de 52 millions de dollars, qui ont été en grande partie annulés par les frais d'intérêts de 44 millions de dollars découlant du dénouement de contrats de couverture liés à la vente de titres à revenu fixe. L'an dernier, les revenus enregistrés à la même période avaient été amoindris par des pertes nettes sur titres de placement de 44 millions de dollars. Ces pertes avaient toutefois été en grande partie compensées par les revenus de 33 millions de dollars tirés d'opérations de négociation portant sur des instruments dérivés de marchandises, à la cessation de notre relation avec une contrepartie. La croissance du revenu est également attribuable à l'inclusion des revenus de Harris Nesbitt Gerard (HNG), mais a toutefois été limitée par le fléchissement du volume des prêts consentis aux grandes entreprises, la baisse du revenu d'intérêts dans nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt et l'affaiblissement du dollar américain. Pour le premier semestre, le revenu a augmenté de 164 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à l'an dernier principalement sous l'effet des mêmes facteurs qui expliquent la hausse annuelle enregistrée pour le trimestre.

Le revenu s'est accru de 19 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au premier trimestre, en raison des commissions élevées liées aux montages de financement par actions et de prêts, et de la hausse des commissions de négociation de titres et des gains nets sur titres de placement. Les faibles revenus tirés des fusions et des acquisitions et les coûts liés au dénouement des contrats de couver-

ture susmentionné ont neutralisé une partie de ces hausses.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 385 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 47 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport à l'an dernier. La hausse est imputable à l'inclusion des coûts de HNG et à l'augmentation de la rémunération liée au rendement, qui a été en partie annulée par l'effet de l'affaiblissement du dollar américain. Ces mêmes facteurs expliquent la hausse des frais du semestre de 67 millions, ou de 9 %, par rapport à l'an dernier. Malgré la hausse des revenus, les frais du deuxième trimestre sont demeurés stables par rapport au premier trimestre.

Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 180 points de base par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 51,1 %, la croissance du revenu ayant dépassé celle des frais. Le ratio s'est amélioré de 130 points de base comparativement au premier trimestre.

La part du revenu net provenant des États-Unis représentait 40 % du revenu net du groupe pour le trimestre, par rapport à 57 % l'an dernier et à 41 % au premier trimestre. L'affaiblissement du dollar américain continue d'amenuiser la part du revenu net provenant des États-Unis.

Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 millions et 1,0 milliard de dollars américains. Au deuxième trimestre, le portefeuille des moyennes entreprises a produit 19 % du revenu total du groupe et 42 % du revenu réalisé aux États-Unis. Ces activités sont souvent incluses dans les unités des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par le groupe de référence de l'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux du groupe Particuliers et entreprises sont présentés à la page 13 dans la section correspondante du Rapport de gestion.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les objectifs et les perspectives du groupe pour l'exercice 2004 et le contexte d'exploitation étaient décrits aux pages 36 à 39 du Rapport annuel 2003 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du deuxième trimestre dans la poursuite des objectifs de 2004 figurent ci-dessous.

- Au cours du trimestre, BMO Nesbitt Burns a participé à 115 transactions portant sur des titres de créance et de participation canadiens, réunissant 20 milliards de dollars. La maison de courtage a fourni des services-conseils à l'égard de quatre transactions de fusion et acquisition annoncées au Canada, dont l'achat par

MacDonald Dettwiler and Associates de Marshall & Swift/Boeckh pour la somme de 250 millions de dollars en espèces; la vente de Voyageur Panel Ltd. à Ainsworth Lumber Ltd. au montant de 192 millions de dollars en espèces; l'acquisition par le Groupe Investors Inc. d'IPC Financial Network Inc. pour la somme de 96,2 millions de dollars en espèces et en actions; et l'achat par Sleeman Breweries Ltd. d'Unibroue pour la somme de 27 millions de dollars.

- Dans le Midwest américain, Harris Nesbitt a conclu avec Royalty Pharma une entente de titrisation portant sur la propriété intellectuelle, domaine qui nous semble très prometteur.
- Harris Nesbitt a fourni une solution de financement à guichet unique à Morton Industrial Group, Inc. La transaction consiste en une facilité de crédit consortiale garantie de premier rang de 40 millions de dollars réunie par le secteur des services bancaires de Harris Nesbitt et en un effet subordonné de premier rang de 10 millions de dollars consenti par le Fonds mezzanine Harris Nesbitt. L'équipe de Harris Nesbitt fournit également des services

de gestion de trésorerie et de couverture à cette entreprise.

- Harris Nesbitt a réalisé une opération de titrisation de 300 millions de dollars pour le compte de Bancomer; il s'agit de la quatrième opération en importance avec ce client et de la première depuis que BMO a vendu sa participation dans la banque mexicaine. Elle a également consenti une marge de crédit consortiale garantie de 400 millions de dollars à Kimball Hill Holmes.
- Au cours du trimestre, Harris Nesbitt Gerard a agi comme co-chef de file dans le cadre de quatre offres subséquentes d'actions totalisant plus de 230 millions de dollars américains, dont trois transactions dans le secteur de la technologie. En outre, HNG a mené à terme deux placements privés pour le compte de sociétés de soins de santé et offert des services-conseils à l'égard de la vente d'une société technologique et du dessaisissement de deux divisions de soins de santé de la société General Electric.
- Le 24 mars, l'American Cancer Society a décerné un Hope Award (prix de l'espoir) à HNG, qui a recueilli près de 700 000 \$ en décembre 2003 pour la lutte contre le cancer.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T2-2004	Augmentation/(Diminution) c. T2-2003		Augmentation/(Diminution) c. T1-2004		Cumul 2004	Augmentation/(Diminution) c. cumul 2003	
Revenu (bic)	72	67	+100 %	87	+100 %	57	68	+100 %
Provision pour (recouvrement de) créances irrécouvrables	(116)	(103)	(+100 %)	(11)	(10 %)	(221)	(222)	(+100 %)
Frais autres que d'intérêts	26	(10)	(27 %)	3	17 %	49	(18)	(27 %)
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	162	180	+100 %	95	+100 %	229	308	+100 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	32	64	+100 %	(2)	(5 %)	66	136	+100 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	15	-	-	1	6 %	29	(1)	(6 %)
Revenu net	115	116	+100 %	96	+100 %	134	173	+100 %

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les entités qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing, les ressources humaines et l'apprentissage. Les Services d'entreprise gèrent aussi les revenus et les frais liés à certaines opérations de titrisation, les opérations de couverture visant les revenus nets de sources étrangères, de même que les activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Technologie et solutions

Le groupe Technologie et solutions assure, pour le compte de BMO Groupe financier, la gestion, le soutien et la direction des services de technologie de l'information, une capacité de traitement, des services d'impartition ainsi que l'exécution d'opérations immobilières. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation et adopte des normes communes en matière d'infrastructure et de service dans le but de maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficience des opérations.

Analyse des résultats financiers

Les résultats d'exploitation du groupe Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise aux fins de la présentation de l'information. Les coûts des services fournis par le groupe sont transférés aux groupes clients (PE, GP et SI) et seuls les écarts relativement mineurs sont retenus dans les résultats du groupe Technologie et solutions. Les résultats de la présente section correspondent donc en grande partie aux résultats des activités des Services d'entreprise.

Le revenu net au deuxième trimestre s'est chiffré à 115 millions de dollars, en hausse de 116 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. L'amélioration s'explique par la diminution de 103 millions de dollars de la provision pour pertes irrécouvrables et l'augmentation de 42 millions de dollars des gains nets sur titres de placement.

Les gains nets sur titres de placement du deuxième trimestre, qui s'élevaient à 44 millions de dollars, proviennent principalement de la vente d'instruments à revenu fixe qui composaient le portefeuille de titres utilisé pour gérer le risque lié au taux d'intérêt américain. Ces ventes ont permis d'atténuer le risque accru que présente le portefeuille de prêts hypothécaires américains à taux plus élevés, et qui découle des remboursements anticipés de capital moins élevés que prévu dans un contexte de hausse des taux des prêts hypothécaires.

Le revenu net a augmenté de 96 millions de dollars par rapport au premier trimestre. Au cours de cette période, le revenu net s'était accru de 18 millions de dollars sous l'effet combiné des éléments suivants : modifications comptables qui ont eu comme incidence ponctuelle de hausser le revenu d'un montant net de 16 millions de dollars (11 millions après impôts), réduction de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) de la réserve générale pour créances irrécouvrables et provision pour impôts sur les bénéfices de 19 millions de dollars liés à des biens immobiliers aux États-Unis. Au deuxième trimestre, une réduction de 40 millions de dollars (26 millions après impôts) de la réserve générale pour créances irrécouvrables a eu une incidence favorable sur le revenu net. Abstraction faite de ces éléments, le revenu net s'est accru de 88 millions de dollars à la faveur d'une hausse de 42 millions de dollars des gains nets sur titres de placement et des gains réalisés à la conversion des devises.

Le revenu net enregistré pour le semestre terminé le 30 avril 2004 s'est chiffré à 134 millions de dollars, comparativement à une perte de 39 millions de dollars à la même période l'an dernier. L'amélioration s'explique par l'effet combiné des éléments susmentionnés totalisant 18 millions de dollars, la baisse de la provision pour créances irrécouvrables et la hausse des gains nets sur les titres de placement et des gains à la conversion des devises, en partie annulés par des avantages fiscaux proportionnellement moins élevés.

Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

États financiers consolidés

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le				Pour les six mois terminés le		
	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions							
Prêts (note 2)	1 639 \$	1 715 \$	1 708 \$	1 773 \$	1 710 \$	3 354 \$	3 489 \$
Valeurs mobilières	354	392	389	411	407	746	801
Dépôts à d'autres banques	115	105	98	83	79	220	175
	2 108	2 212	2 195	2 267	2 196	4 320	4 465
Frais d'intérêts							
Dépôts	692	721	725	770	707	1 413	1 462
Dettes subordonnées	47	50	54	56	60	97	125
Autres passifs	183	184	179	218	222	367	439
	922	955	958	1 044	989	1 877	2 026
Revenu net d'intérêts	1 186	1 257	1 237	1 223	1 207	2 443	2 439
Provision pour créances irrécouvrables (note 3)	5	15	95	90	120	20	270
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	1 181	1 242	1 142	1 133	1 087	2 423	2 169
Revenu autre que d'intérêts							
Commissions et droits sur titres	301	271	259	228	195	572	407
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	184	187	194	194	183	371	368
Revenus de négociation (note 2)	69	50	52	78	85	119	145
Commissions sur prêts	70	77	75	73	69	147	145
Frais de services de cartes (note 2)	28	79	88	79	64	107	123
Gestion de placements et garde de titres	76	75	75	75	74	151	153
Revenus tirés de fonds d'investissement	96	88	84	80	77	184	157
Revenus de titrisation	45	43	56	54	60	88	134
Commissions de prise ferme et de consultation	104	87	66	69	64	191	133
Gains (pertes) sur titres de placement	93	40	8	12	(45)	133	(61)
Revenus de change autres que de négociation	53	40	43	45	39	93	72
Revenus d'assurance	34	31	31	31	29	65	62
Autres revenus	98	38	101	66	63	136	166
	1 251	1 106	1 132	1 084	957	2 357	2 004
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 432	2 348	2 274	2 217	2 044	4 780	4 173
Frais autres que d'intérêts							
Rémunération du personnel (notes 2 et 5)	935	953	943	869	844	1 888	1 766
Bureaux et matériel	315	302	321	301	315	617	642
Amortissement des actifs incorporels	26	26	23	26	26	52	56
Autres frais	289	280	258	289	299	569	593
Total des frais autres que d'intérêts	1 565	1 561	1 545	1 485	1 484	3 126	3 057
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	867	787	729	732	560	1 654	1 116
Impôts sur les bénéfices	250	240	200	212	135	490	276
	617	547	529	520	425	1 164	840
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	15	15	16	16	16	30	32
Revenu net	602 \$	532 \$	513 \$	504 \$	409 \$	1 134 \$	808 \$
Dividendes sur actions privilégiées	20 \$	19 \$	20 \$	21 \$	20 \$	39 \$	41 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	582 \$	513 \$	493 \$	483 \$	389 \$	1 095 \$	767 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	502 619	501 218	498 934	496 830	495 336	501 910	494 506
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	516 430	515 683	511 151	507 156	505 412	516 053	504 851
Résultat par action (en dollars canadiens)							
De base	1,16 \$	1,02 \$	0,99 \$	0,97 \$	0,78 \$	2,18 \$	1,55 \$
Dilué	1,12	1,00	0,97	0,95	0,77	2,12	1,52
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,40	0,35	0,35	0,33	0,33	0,75	0,66

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003
Actif					
Encaisse	22 266 \$	19 762 \$	19 860 \$	19 664 \$	15 442 \$
Valeurs mobilières					
Titres de placement	18 385	18 730	19 660	20 051	19 039
Titres de négociation	39 004	38 730	35 119	33 945	33 325
Substituts de prêts	11	11	11	6	17
	57 400	57 471	54 790	54 002	52 381
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	54 512	53 098	52 095	50 830	48 661
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	23 623	22 411	22 103	21 948	21 498
Prêts sur cartes de crédit	3 405	3 363	2 967	2 904	2 807
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	54 176	52 314	51 889	52 981	56 055
Titres pris en pension	17 363	14 893	13 276	14 050	17 175
	153 079	146 079	142 330	142 713	146 196
Engagements de clients aux termes d'acceptations	5 024	5 243	5 611	6 460	6 463
Réserve pour créances irrécouvrables (note 3)	(1 667)	(1 737)	(1 785)	(1 898)	(1 935)
	156 436	149 585	146 156	147 275	150 724
Autres actifs					
Instruments financiers dérivés	21 424	22 095	21 216	21 931	24 826
Bureaux et matériel	2 030	2 027	2 045	2 069	2 088
Écarts d'acquisition	1 415	1 343	1 334	1 388	1 373
Actifs incorporels	578	567	589	668	686
Actifs divers	11 507	12 544	10 504	10 688	10 408
	36 954	38 576	35 688	36 744	39 381
Total de l'actif	273 056 \$	265 394 \$	256 494 \$	257 685 \$	257 928 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	23 996 \$	26 584 \$	24 755 \$	26 091 \$	22 891 \$
Entreprises et administrations publiques	84 465	75 951	72 405	69 289	66 689
Particuliers	76 466	75 534	74 391	75 522	75 855
	184 927	178 069	171 551	170 902	165 435
Autres passifs					
Instruments financiers dérivés	19 959	21 802	20 715	21 152	24 728
Acceptations	5 024	5 243	5 611	6 460	6 463
Titres vendus à découvert	10 624	9 669	8 255	8 307	8 635
Titres mis en pension	24 842	23 712	23 765	23 506	25 793
Passifs divers	11 783	11 503	11 259	12 061	11 639
	72 232	71 929	69 605	71 486	77 258
Dettes subordonnée	2 488	2 460	2 856	2 907	3 175
Capitaux propres					
Capital-actions (note 6)	5 229	5 197	5 108	5 089	5 023
Surplus d'apport (note 2)	21	20	3	2	1
Gain (perte) de change non matérialisés nets	(57)	(178)	(195)	41	97
Bénéfices non répartis	8 216	7 897	7 566	7 258	6 939
	13 409	12 936	12 482	12 390	12 060
Total du passif et des capitaux propres	273 056 \$	265 394 \$	256 494 \$	257 685 \$	257 928 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

État consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	1 446 \$	1 506 \$	1 446 \$	1 517 \$
Rajustement au titre de la conversion d'actions émises en devises (note 2)	-	(26)	-	(37)
Solde à la fin de la période	1 446	1 480	1 446	1 480
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	3 751	3 515	3 662	3 459
Actions émises en vertu des régimes de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destinés aux actionnaires	15	12	29	23
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	27	16	102	58
Actions émises en échange d'actions de filiales	-	-	1	3
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 6)	(10)	-	(11)	-
Solde à la fin de la période	3 783	3 543	3 783	3 543
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	20	-	3	-
Frais liés aux options d'achat d'actions (note 5)	1	1	3	1
Gain sur actions de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 2)	-	-	15	-
Solde à la fin de la période	21	1	21	1
Gain (perte) de change non matérialisés nets				
Solde au début de la période	(178)	323	(195)	419
Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	344	(601)	394	(867)
Gain (perte) sur des opérations de couverture	(343)	592	(394)	859
Impôts sur les bénéfices	120	(217)	138	(314)
Solde à la fin de la période	(57)	97	(57)	97
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	7 897	6 714	7 566	6 499
Revenu net	602	409	1 134	808
Dividendes – Actions privilégiées	(20)	(20)	(39)	(41)
– Actions ordinaires	(201)	(164)	(376)	(327)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	(62)	-	(69)	-
Solde à la fin de la période	8 216	6 939	8 216	6 939
Total des capitaux propres	13 409 \$	12 060 \$	13 409 \$	12 060 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	602 \$	409 \$	1 134 \$	808 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation				
Dévaluation des titres de placement	20	53	34	87
Gain net à la vente de titres de placement	(113)	(8)	(167)	(26)
Augmentation nette des titres de négociation	(274)	(2 270)	(4 009)	(10 898)
Provision pour créances irrécouvrables	5	120	20	270
Gain à la vente de prêts titrisés	(32)	(37)	(65)	(81)
Variation des instruments financiers dérivés				
(Augmentation) diminution des actifs dérivés	671	(251)	(208)	(2 718)
Augmentation (diminution) des passifs dérivés	(1 843)	302	(756)	2 633
Amortissement des bureaux et du matériel	90	96	179	193
Amortissement des actifs incorporels	26	29	52	62
Charge (économie) d'impôts futurs	(3)	(24)	78	(4)
Augmentation (diminution) nette des impôts sur les bénéfices exigibles	(193)	124	(1 098)	135
Variation des intérêts courus				
Augmentation des intérêts à recevoir	(41)	(47)	(48)	(5)
Diminution des intérêts à payer	(76)	(46)	(66)	(117)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	774	2 954	(725)	1 216
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(387)	1 404	(5 645)	(8 445)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation nette des dépôts	6 650	2 780	13 168	3 597
Augmentation nette des titres vendus à découvert	955	242	2 369	981
Augmentation nette des titres mis en pension	1 130	24	1 077	997
Augmentation nette du passif des filiales	260	231	273	379
Remboursement de dette subordonnée	-	(502)	(400)	(502)
Produit de l'émission d'actions ordinaires	42	28	131	81
Produit de la vente d'actions de trésorerie	-	-	149	-
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(72)	-	(80)	-
Dividendes versés	(221)	(184)	(416)	(368)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	8 744	2 619	16 271	5 165
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(2 182)	(335)	(2 710)	2 874
Achat de titres de placement	(7 703)	(7 085)	(15 102)	(13 824)
Échéances de titres de placement	3 900	4 896	7 086	11 642
Produit de la vente de titres de placement	4 741	887	10 071	3 102
(Augmentation) diminution nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	(4 279)	105	(6 218)	194
Produit de la titrisation de prêts	106	-	251	-
Augmentation nette des titres pris en pension	(2 470)	(2 142)	(4 087)	(1 511)
Bureaux et matériel - achats nets	(90)	(49)	(161)	(115)
Acquisitions (note 4)	(67)	(13)	(69)	(71)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(8 044)	(3 736)	(10 939)	2 291
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	313	287	(313)	(989)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 889	2 425	2 515	3 701
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 202 \$	2 712 \$	2 202 \$	2 712 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les six mois terminés le 30 avril 2004 (non vérifié)

Note 1 | Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus conjointement avec nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, tels qu'ils figurent aux pages 70 à 101 de notre Rapport annuel 2003. Les présents états financiers consolidés ont été dressés en conformité avec les principes

comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, sous réserve de ce qui est décrit à la note 2.

Note 2 | Modifications comptables

Modification des conventions comptables

Sources des PCGR

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté de nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, lesquelles fournissent des lignes directrices sur les sources à consulter lorsqu'il s'agit de choisir des conventions comptables pour des questions qui ne sont pas traitées expressément dans les normes comptables canadiennes.

Pour donner suite à l'adoption de ces nouvelles règles, nous avons apporté les modifications suivantes à nos conventions comptables :

a) Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Depuis le 1^{er} novembre 2003, nous constatons les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires dans le revenu au moment du remboursement ou de la renégociation des prêts en question. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces frais étaient reportés et amortis par imputation au revenu sur le terme à courir moyen des prêts hypothécaires visés. En conformité avec la nouvelle règle, le solde d'ouverture des frais reportés liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires a été comptabilisé dans le revenu. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des résultats a été la suivante : une hausse du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions (au titre des prêts) de 42 millions de dollars, une hausse des impôts sur les bénéfices de 15 millions de dollars et une hausse du revenu net de 27 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004. Cette modification a également eu pour effet de hausser nos résultats par action (de base et dilué) de 0,05 \$ pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004.

b) Actions de trésorerie

Depuis le 1^{er} novembre 2003, les achats et les ventes d'actions de la Banque de Montréal par des filiales sont comptabilisés dans les capitaux propres. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces actions étaient inscrites à la valeur marchande dans les titres de négociation, et les dividendes s'y rapportant, ainsi que les gains et pertes matérialisés et non matérialisés, étaient inclus dans les revenus de négociation. L'incidence de cette modification sur nos états financiers consolidés a été la suivante : une réduction du revenu autre que d'intérêts (au titre des revenus de négociation) de 26 millions de dollars, une réduction des impôts sur les bénéfices de 10 millions de dollars et une réduction du revenu net de 16 millions de dollars, ainsi qu'une hausse correspondante du surplus d'apport et des bénéfices non répartis, respectivement de 15 millions et de 1 million de dollars, pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004. Cette modification a également eu pour effet de réduire nos résultats par action (de base et dilué) de 0,03 \$ pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004.

c) Frais de développement de logiciels

Depuis le 1^{er} novembre 2003, certains frais liés au développement interne de logiciels sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels, soit sur une durée de trois à cinq ans. Avant le 1^{er} novembre 2003, seuls certains frais externes liés à des logiciels développés au sein de

l'entreprise étaient capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des résultats a été la suivante : une réduction des frais autres que d'intérêts (au titre de la rémunération du personnel) de 12 millions de dollars, une hausse des impôts sur les bénéfices de 4 millions de dollars et une hausse du revenu net de 8 millions de dollars pour les trois mois terminés le 30 avril 2004. Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, l'incidence de cette modification a été la suivante : une réduction de la rémunération du personnel de 24 millions de dollars, une hausse des impôts sur les bénéfices de 8 millions de dollars et une hausse du revenu net de 16 millions de dollars. Cette modification a également eu pour effet de hausser nos résultats par action (de base et dilué) de 0,01 \$ pour les trois mois terminés le 30 avril 2004 et de 0,03 \$ pour les six mois terminés le 30 avril 2004.

d) Actions privilégiées

Depuis le 1^{er} novembre 2003, nous ne modifions plus le taux auquel nos actions privilégiées en dollars américains sont converties en dollars canadiens. Avant le 1^{er} novembre 2003, nous convertissions ces actions en utilisant le taux de change en vigueur à la fin de la période. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des résultats a été la suivante : une hausse du revenu autre que d'intérêts (au titre des revenus de change autres que de négociation) de 14 millions de dollars, une hausse des impôts sur les bénéfices de 5 millions de dollars et une hausse du revenu net de 9 millions de dollars pour les trois mois terminés le 30 avril 2004. Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, l'incidence de cette modification a été la suivante : une hausse des revenus de change autres que de négociation de 16 millions de dollars, une hausse des impôts sur les bénéfices de 6 millions de dollars et une hausse du revenu net de 10 millions de dollars. Cette modification a également eu pour effet de hausser notre résultat de base par action de 0,02 \$ et notre résultat dilué par action de 0,01 \$ pour les trois mois terminés le 30 avril 2004, et de hausser nos résultats par action (de base et dilué) de 0,02 \$ pour les six mois terminés le 30 avril 2004.

Nous poursuivons notre évaluation des répercussions des nouvelles règles comptables relatives aux sources des PCGR, principalement en ce qui a trait à notre pratique actuelle qui consiste à compenser certains effets en transit dans notre bilan consolidé.

Modification des estimations comptables

Au cours des trois mois terminés le 30 avril 2004, nous avons haussé l'estimation de notre passif lié à notre programme de fidélisation de la clientèle, en raison de l'augmentation des taux d'échange des récompenses offertes dans le cadre de ce programme. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des résultats a été la suivante : une réduction du revenu autre que d'intérêts (au titre des frais de services de cartes) de 51 millions de dollars, une réduction des impôts sur les bénéfices de 18 millions de dollars et une réduction du revenu net de 33 millions de dollars.

Note 3 Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit et aux garanties est comptabilisée dans les autres passifs inscrits à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Solde au début de la période	1 739 \$	1 947 \$	1 791 \$	1 949 \$
Provision pour créances irrécouvrables				
Spécifiques	45	120	100	270
Générale	(40)	-	(80)	-
Recouvrements	14	28	46	45
Radiations	(121)	(102)	(230)	(254)
Écarts de change et autres	30	(52)	40	(69)
Solde à la fin de la période	1 667 \$	1 941 \$	1 667 \$	1 941 \$
Comprend :				
Prêts	1 667 \$	1 935 \$	1 667 \$	1 935 \$
Autres instruments de crédit	-	6	-	6

Note 4 Acquisitions

Le 1^{er} mars 2004, nous avons conclu l'acquisition de toutes les actions avec droit de vote en circulation de la Lakeland Community Bank, une banque locale à service complet de Lake County (Illinois), pour une somme totale de 49 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de la Lakeland Community Bank ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de la Lakeland Community Bank contribue aux efforts d'expansion future de la Banque sur le marché de Lake County (Illinois) et ses environs. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition lié à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. La Lakeland Community Bank fait partie de notre groupe Particuliers et entreprises.

Le tableau ci-joint résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	Lakeland Community Bank
Encaisse	13 \$
Valeurs mobilières	31
Prêts	181
Bureaux et matériel	3
Écart d'acquisition	22
Actif incorporel (dépôts de base)	11
Autres actifs	2
Total de l'actif	263
Dépôts	208
Autres passifs	6
Total du passif	214
Prix d'achat	49 \$

La répartition du prix d'achat est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Le 4 février 2004, nous avons annoncé la signature d'une entente en vue d'acquiescer la New Lenox State Bank (NLSB), une banque locale à service complet de Chicago, pour une somme en espèces d'environ 306 millions de dollars. L'acquisition de la NLSB est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation et devrait être conclue au cours du troisième trimestre de 2004. Cette transaction sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise.

Note 5 | Rémunération du personnel

Options d'achat d'actions

Au cours des six mois terminés le 30 avril 2004, nous avons consenti 1 644 400 options d'achat d'actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 10,63 \$ l'option et a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options consenties au cours des six mois terminés le 30 avril 2004

Rendement prévu des actions	2,6 %
Volatilité prévue du cours des actions	23,2 %
Taux de rendement sans risque	4,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice des options	7,1 ans

Le tableau ci-joint montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur nos résultats par action, si nous avions comptabilisé les frais de rémunération du personnel au cours de cette période et des périodes précédentes en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en cours à la date à laquelle elles ont été consenties :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Frais liés aux options d'achat d'actions inclus dans les frais de rémunération du personnel	1 \$	1 \$	3 \$	1 \$
Revenu net, selon les états financiers	602 \$	409 \$	1 134 \$	808 \$
Frais supplémentaires si nous avions comptabilisé toutes les options d'achat d'actions en cours consenties avant le 1 ^{er} novembre 2002	7	10	17	21
Revenu net pro forma	595 \$	399 \$	1 117 \$	787 \$
Résultat par action (en dollars canadiens)				
De base, selon les états financiers	1,16 \$	0,78 \$	2,18 \$	1,55 \$
De base, pro forma	1,15	0,77	2,15	1,51
Dilué, selon les états financiers	1,12	0,77	2,12	1,52
Dilué, pro forma	1,12	0,75	2,09	1,48

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Charge liée aux prestations de retraite	47 \$	41 \$	90 \$	77 \$
Autres charges liées à la retraite (notamment les cotisations au Régime de pension du Canada, au Régime des rentes du Québec et aux régimes à cotisations déterminées)	17	21	33	32
Charge liée aux autres avantages sociaux futurs	15	13	30	26
Total	79 \$	75 \$	153 \$	135 \$

Note 6 | Capital-actions

Le 8 août 2003, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui sera en vigueur pendant une année. En vertu de cette offre, nous pouvons racheter jusqu'à 15 000 000 de nos actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation. Au cours des trois mois terminés le 30 avril 2004, nous avons racheté 1 350 000 actions, à un prix moyen de 53,60 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 72 millions de dollars. Au cours des six mois terminés le 30 avril 2004, nous avons racheté 1 500 000 actions, à un prix moyen de 53,66 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 80 millions de dollars.

Modification future des conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2004, nous adopterons de nouvelles règles comptables concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Selon ces nouvelles règles, nous prévoyons reclasser dans la dette environ 850 millions de dollars provenant des actions privilégiées et 1 150 millions de dollars provenant de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Cette modification entraînera, sur notre état consolidé des résultats, une hausse des frais d'intérêts d'environ 120 millions de dollars, une réduction de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales d'environ 45 millions de dollars (après impôts), une réduction des impôts sur les bénéfices d'environ 30 millions de dollars et une réduction du revenu net d'environ 45 millions de dollars, pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2005. Cette modification n'aura aucune incidence sur nos résultats par action ou sur le revenu net afférent aux actions ordinaires.

Actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	30 avril 2004		
	Nombre	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées			
Catégorie B – Série 3	16 000 000	400 \$	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	–
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Actions ordinaires	502 241 011	1 446 3 783	–
Total du capital-actions en circulation		5 229 \$	
Options émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions		s.o.	33 313 038 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, aux pages 90 et 91 de notre Rapport annuel 2003.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

s.o. – sans objet

Note 7 | Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Si les présents états financiers consolidés avaient été établis selon les PCGR des États-Unis, le revenu net consolidé aurait été de 599 millions de dollars, le résultat de base par action aurait été de 1,16 \$ et le résultat dilué par action aurait été de 1,13 \$ pour les trois mois terminés le 30 avril 2004. Pour les trois mois terminés le 30 avril 2003, ils auraient été, respectivement, de 373 millions de dollars, 0,72 \$ et 0,70 \$. Pour les six mois terminés le 30 avril 2004, si les présents états financiers consolidés avaient été établis selon les PCGR des États-Unis, le revenu net consolidé aurait été de 991 millions de dollars, le résultat de base par action aurait été de 1,90 \$ et le résultat dilué par action aurait été de 1,85 \$. Pour les six mois terminés le 30 avril 2003, ils auraient été, respectivement, de 761 millions de dollars, 1,46 \$ et 1,43 \$.

Le 31 janvier 2004, nous avons adopté une nouvelle norme comptable découlant des PCGR des États-Unis sur la comptabilisation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). En vertu de cette nouvelle norme, nous devons consolider ces EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul

déterminée par les organismes de normalisation. Ce changement de convention comptable, le 31 janvier 2004, a accru notre actif total et notre passif total, respectivement de 22 043 millions de dollars et 22 154 millions de dollars, tandis que le rajustement unique relatif à la transition réduisait notre revenu net, notre résultat de base par action et notre résultat dilué par action, respectivement de 111 millions de dollars, 0,23 \$ et 0,22 \$, aux fins de la présentation selon les PCGR des États-Unis. Ce rajustement de transition était lié aux pertes non matérialisées sur les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Ces instruments dérivés avaient été comptabilisés comme des instruments dérivés de couverture selon les PCGR du Canada, mais ils ne répondaient pas aux conditions précises de la comptabilité de couverture des PCGR des États-Unis au cours des périodes précédentes. En conséquence, même s'ils sont efficaces comme couvertures économiques, ils doivent être comptabilisés à la valeur marchande en vertu des PCGR des États-Unis. Le passif lié à ces pertes non matérialisées sera contrepassé, entraînant une hausse correspondante du revenu net, sur le reste de la durée des swaps, soit de 2004 à 2015, aux fins de la présentation selon les PCGR des États-Unis.

Note 8 | Segmentation opérationnelle et géographique

Revenu, revenu net et actif moyen par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Particuliers et entreprises a)		Gestion privée b)		Services d'investissement c)		Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions d)		Total consolidé	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Pour les trois mois terminés le										
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts e)										
Canada	925 \$	950 \$	339 \$	256 \$	371 \$	247 \$	14 \$	(25)\$	1 649 \$	1 428 \$
États-Unis	212	198	149	138	338	359	37	29	736	724
Autres pays	23	21	2	2	45	32	21	1	91	56
Total	1 160 \$	1 169 \$	490 \$	396 \$	754 \$	638 \$	72 \$	5 \$	2 476 \$	2 208 \$
Revenu net										
Canada	167 \$	178 \$	61 \$	40 \$	105 \$	56 \$	62 \$	(7)\$	395 \$	267 \$
États-Unis	26	22	-	(15)	86	95	18	10	130	112
Autres pays	18	17	2	2	22	15	35	(4)	77	30
Total	211 \$	217 \$	63 \$	27 \$	213 \$	166 \$	115 \$	(1)\$	602 \$	409 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)										
Canada	99,4 \$	92,2 \$	1,6 \$	1,4 \$	81,2 \$	77,7 \$	(3,8)\$	(4,6)\$	178,4 \$	166,7 \$
États-Unis	17,3	15,9	3,8	3,8	43,8	47,7	7,5	9,3	72,4	76,7
Autres pays	0,5	0,3	0,0	0,0	25,3	17,7	0,1	0,1	25,9	18,1
Total	117,2 \$	108,4 \$	5,4 \$	5,2 \$	150,3 \$	143,1 \$	3,8 \$	4,8 \$	276,7 \$	261,5 \$

Revenu, revenu net et actif moyen par groupe d'exploitation (suite)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Particuliers et entreprises a)		Gestion privée b)		Services d'investissement c)		Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions d)		Total consolidé	
	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Pour les six mois terminés le										
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts e)										
Canada	1 908 \$	1 916 \$	663 \$	553 \$	735 \$	560 \$	20 \$	(63)\$	3 326 \$	2 966 \$
États-Unis	418	409	293	288	673	687	(5)	50	1 379	1 434
Autres pays	44	41	5	5	81	78	42	2	172	126
Total	2 370 \$	2 366 \$	961 \$	846 \$	1 489 \$	1 325 \$	57 \$	(11)\$	4 877 \$	4 526 \$
Revenu net										
Canada	368 \$	362 \$	115 \$	88 \$	214 \$	157 \$	132 \$	(34)\$	829 \$	573 \$
États-Unis	54	43	(1)	(29)	173	150	(46)	17	180	181
Autres pays	35	33	4	3	38	40	48	(22)	125	54
Total	457 \$	438 \$	118 \$	62 \$	425 \$	347 \$	134 \$	(39)\$	1 134 \$	808 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)										
Canada	98,7 \$	91,5 \$	1,6 \$	1,5 \$	80,4 \$	75,2 \$	(3,7)\$	(4,1)\$	177,0 \$	164,1 \$
États-Unis	16,7	16,2	3,6	3,9	43,4	50,3	7,5	8,9	71,2	79,3
Autres pays	0,5	0,3	0,0	0,1	23,6	16,8	0,1	0,0	24,2	17,2
Total	115,9 \$	108,0 \$	5,2 \$	5,5 \$	147,4 \$	142,3 \$	3,9 \$	4,8 \$	272,4 \$	260,6 \$
Écarts d'acquisition (au)	453 \$	426 \$	879 \$	886 \$	80 \$	58 \$	3 \$	3 \$	1 415 \$	1 373 \$

- a) Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) du Canada offre une gamme complète de produits et services financiers par l'intermédiaire de circuits de services bancaires en direct, comme ses succursales, ses services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne du site bmo.com et son réseau de guichets automatiques. Le groupe PE comprend également les Services bancaires Harris région de Chicago, qui répondent aux besoins des particuliers et des petites et moyennes entreprises, en leur proposant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise d'un réseau de banques locales qui misent sur leur connaissance des collectivités et leur engagement auprès d'elles.
- b) Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous les services de gestion de patrimoine de la Banque. Présent principalement au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.
- c) Le groupe Services d'investissement (groupe SI) englobe tous les secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada, le groupe sert une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs. Aux États-Unis, il offre ses services aux moyennes entreprises et aux institutions dans des secteurs choisis. Le groupe assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, d'Europe et d'Asie. Il offre une gamme complète de services financiers, notamment en matière de trésorerie, de gestion de fonds, de change, de financement du commerce international, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation et de prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé. En plus de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition de ses clients investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation.
- d) Le groupe Services d'entreprise comprend diverses unités internes qui offrent à la Banque une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, la législation, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation du groupe comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et

du passif de la Banque. Le groupe Technologie et solutions assure à la Banque des services de gestion, de soutien et d'administration en matière de technologie de l'information, de traitement, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation et harmonise les normes d'infrastructure et de service communes afin de maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficience de l'exploitation. Les données du groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions, comprennent les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

- e) Sur une base d'imposition comparable, qui représente un rajustement du revenu d'intérêts ayant pour effet de porter le revenu exonéré d'impôt gagné sur les actions ordinaires et privilégiées à un montant qui, s'il avait été imposé au taux réglementaire, serait équivalent au revenu net après impôts figurant dans les états financiers. Ceci permet de mieux refléter le rendement économique avant impôts de ces actifs, tout en favorisant la mesure uniforme et la comparaison du revenu net d'intérêts. Ce rajustement s'applique à tout revenu exonéré d'impôt tiré d'actions privilégiées et ordinaires. Pour l'ensemble de la Banque, le rajustement sur une base d'imposition comparable s'établit à 39 millions de dollars pour les trois mois terminés le 30 avril 2004 et à 77 millions pour les six mois terminés à cette même date. Pour les périodes correspondantes de 2003, le rajustement sur une base d'imposition comparable s'établit respectivement à 44 millions et 83 millions de dollars.

Mode de présentation des résultats d'exploitation :

Les frais sont appariés aux revenus y afférents. Les frais indirects, notamment les frais généraux et les revenus y afférents, sont systématiquement répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules appropriées. Pour chacune des devises, l'incidence sur le revenu net du virement de fonds d'un groupe disposant d'un surplus à un groupe affichant un déficit s'effectue aux taux du marché applicables à la devise et au terme visés.

Les provisions pour créances irrécouvrables (PCI) établies à l'égard des groupes clients sont fonction des pertes prévues au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des PCGR sont attribués au groupe Services d'entreprise.

La répartition par région géographique est faite selon la région géographique du groupe responsable de la gestion de l'actif, du passif, des revenus et des frais y afférents, sauf pour la PCI consolidée, qui est établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les données des périodes précédentes sont retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de la période.

**Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions
destiné aux actionnaires**

Prix d'achat moyen des actions

Février 2004	54,58 \$
Mars 2004	54,20 \$
Avril 2004	51,72 \$

**Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler
un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de
s'adresser à la :**

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 340-5021 (Canada et États-Unis)
Téléphone : (514) 982-7800 (international)
Télécopieur : 1 888 453-0330 (Canada et États-Unis)
Télécopieur : (416) 263-9394 (international)
Courriel : service@computershare.com

**Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements
sont priés de s'adresser aux :**

Relations avec les actionnaires
Secrétariat général
21st Floor
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1
Téléphone : (416) 867-6785
Télécopieur : (416) 867-6793
Courriel : corp.secretary@bmo.com

**Pour de plus amples renseignements sur ce rapport,
prière de s'adresser aux :**

Relations avec les investisseurs
18th Floor
P.O. Box 1
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter les résultats financiers en ligne,
visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com.**